APRES LA DERNIERE VAGUE DES LUTTES OUVRIERES

LA DOMINATION DU REVISIONNISME NE DURERA PAS ÉTERNELLEMENT

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés,

UNISSEZ-VOUS !

MENSUEL – JUIN 1971
CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON
CORRESPONDANCE :
BP 47 LYON-PREFECTURE
PRIX : 1 F – Nº 5

FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

BAS LES PATTES DEVANT

NOS FRERES DE CLASSE ALGERIENS !

Malgré la répression et les "ratonnades", les travailleurs algériens ...

lèveront avec leurs frères de classe français, le drapeau de la Révolution Prolétarienne.

La nationalisation du pétrole et du gaz naturel algériens par le gouvernement d'Alger a été le prétexte au développement d'une vaste campagne anti-arabe. Celle-ci, lancée sournoisement par le gouvernement français lui-même, a été orchestrée par toute la presse pourrie qui s'emploie déjà ordinairement à alimenter le racisme latent dont les travailleurs immigrés – et surtout arabes – font les frais. Et tout ce que le pays compte de vermine fasciste, d'anciens Vichyssois, de nostalgiques de l'O.A.S., toute la peste brune dont les liens avec le pouvoir et sa police et les groupes para-militaires de l'U.D.R. (SAC et CDR) ont maintes fois été etablis, s'est lancée dans une vaste entreprise de "ratonnades" qui nous rappelle tristement les années 60 et les crimes de la Goutte d'Or et ailleurs.

Tandis que le gouvernement français menace de mesures répressives le peuple algérien en France pour venger ses trusts pétroliers vaincus en Algérie, expulse des familles entières de travailleurs outre-méditerranée, les fascites, assurés de l'impunité, se lancent dans le crime, excités en particulier par la feuille nazie "Minute". A Toulouse, ce sont des paras qui s'en prennent aux travailleurs algériens, les frappent et blessent. A Aix-en-Provence, les apprentis SS d'Ordre Nouveau, "ratonnent" systématiquement les cafés et agressent les travailleurs et étudiants arabes et africains. Dans la banlieue parisienne, les mêmes phénomènes se produisent et les fascistes s'en prennent même aux représentants consulaires algériens (agression du vice-consul d'Algérie à Nanterre). A Lyon, des renseignements émanant de nombreuses sources, nous permettent d'affirmer qu'il y a eu au moins une dizaine d'assassinats de travailleurs algériens dans cette seule agglomération. De nombreuses agressions ont été commises dans toute la France et bénéficient du silence complice de la presse bourgeoise.

Le racisme anti-arabe en France, plonge ses racines dans le colonialisme de la France. Le marxisme nous enseigne que le racisme n'est, en dernière analyse, qu'un reflet de la lutte de classes, c'est une des formes que prend la haine et la peur de classe de la classe dominante.

Le racisme s'est développé à l'époque du capitalisme, d'abord avec la traite des noirs, puis avec la constitution des empires coloniaux. A l'époque de l'impérialisme, le racisme dans les pays impérialistes vise tous les peuples opprimés en lutte pour leur libération, quelle que soit leur couleur de peau.

Le racisme anti-arabe en France s'est développé plus particulièrement pour plusieurs raisons.

D'une part, le Maghreb colonisé par la France, était destiné à devenir une colonie de peuplement, tout particulièrement l'Algérie. La présence de nombreux colons dans ce pays et la résistance des peuples maghrébins au colonialisme ont alimenté ce racisme anti-arabe. Avant la guerre de 14-18, on avait pris coutume de désigner l'ennemi par la terme de "Chleuh", terme qui est le

(suite page 2)

SOMMAIRE

p. 1 à 4	"Œuvrons à l'unité révolutionnaire des travailleurs français et immigrés
p. 6 à 7	"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire".
p. 8 à 11	"Les enseignements des dernières luttes de la classe ouvrière."
p. 12-13	"Mort à l'impérialisme français"
p. 14-15	Le péril "Jeune" – La Bourgeoisie sur la défensive
p. 16	Dénonçons et écrasons la vermine fasciste

ŒUVRONS A L'UNITE REVOLUTIONNAIRE

(éditorial, suite)

nom d'une tribu marocaine qui résista particulièrement longtemps aux missions militaires des colonialistes français. Plus près de nous l'héroïque guerre du peuple algérien (qui asséna des défaites cuisantes au colonialisme français), l'état de psychose raciste entretenu pendant la guerre dans l'opinion française, le phénomène pied-noir (c'est-à-dire cette surexcitation fasciste de la population coloniale) ont contribué largement à attiser cette "haine de l'arabe". A ce propos, il convient de souligner que l'attitude social-chauvine des dirigeants révisionnistes du PCF durant la guerre de libération nationale du peuple algérien, a favorisé le développement du racisme anti-arabe dans la classe ouvrière française.

Enfin, la puissance des milieux sionistes en France pèse sur une importante partie de l'opinion publique (en particulier sur les milieux intellectuels et de la petite bourgeoisie) dans laquelle est distillé un racisme anti-arabe plus ou moins avoué.

A cela s'ajoute la présence importante de travailleurs immigrés algériens en France. La politique traditionnelle du patronat visant à opposer les travailleurs entre eux, exploite à fond ce racisme latent qui existe surtout depuis la Révolution algérienne. De plus, la politisation de la classe ouvrière algérienne est généralement plus grande que la politisation d'autres couches d'immigrés. La Révolution algérienne, la lutte du peuple palestinien sont autant d'expériences de combat que s'assimile l'immigration algérienne. Sa participation de plus en plus fréquente aux grèves et aux luttes de la classe ouvrière en France constitue un danger pour le patronnat. Pour toutes ces raisons, et parce qu'il s'agit d'une des couches les plus exploitées de la classe ouvrière, le grand capital tente, par le racisme, d'établir "un cordon sanitaire" autour des travailleurs et lance ses chiens de garde.

Le social-chauvinisme du PCF révisonniste n'est plus à démontrer. L'attitude des municipalités révisionnistes, en particulier, vis à vis des travailleurs immigrés, est faite de racisme plus ou moins avoué (ils ne votent pas !). En témoignent les nombreuses expulsions de foyers et récemment leur attitude lors de l'agression commise à Ivry. Ils portent eux aussi la responsabilité de la campagne raciste qui se développe actuellement, en entretenant le racisme dans la classe ouvrière.

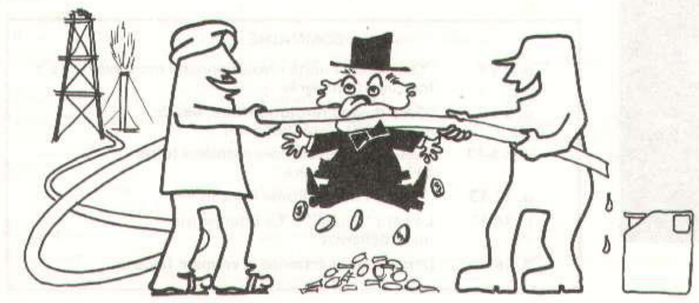
Face à cette situation, les tâches des marxistes-léninistes sont claires. Affirmer notre solidarité avec nos frères de classe algériens, passe par une intensification de notre travail contre le chauvinisme et le racisme dans la classe ouvrière, en révélant aux travailleurs français les conditions de vie et les menaces qui sont le lot de leurs compagnons de travail arabes, en désignant l'ennemi commun : le patronnat et l'état bourgeois et en fondant notre lutte contre le racisme sur l'unité d'exploitation.

Cela nous décrit donc pour tâche de multiplier les révélations par voie de tracts, affiches et manifestations. En outre, il convient aussi de dépasser la dénonciation générale du système et de dénoncer nominalement aux travailleurs les responsables — anciens O.A.S., C.D.R.... — qui se rendent coupables des forfaits racistes.

Toute manifestation de racisme, tout acte d'agression doit être populariser et les dénonciations effectuées auprès des masses.

Cette campagne de lutte contre la vague raciste actuelle doit s'inscrire dans le cadre plus général de la lutte contre l'impérialisme et de l'organisation de la classe ouvrière en vue de la révolution socialiste. La liaison étroite que les M.L. se doivent de consolider avec les travailleurs immigrés conditionne aussi l'avancée de la théorie révolutionnaire dans les pays impérialistes, où les travailleurs immigrés ont un rôle spécifique à jouer dans la révolution prolétarienne.

BAS LES PATTES DEVANT NOS FRERES DE CLASSE ALGERIENS !
DENONCONS LES FASCISTES ET ECRASONS LES !
BRISONS LE MUR DU SILENCE DE LA BOURGEOISIE !
ŒUVRONS A L'UNITE REVOLUTIONNAIRE DES OUVRIERS FRANCAIS IMMIGRES



PAS DE VERITABLE INDEPENDANCE SANS INDEPENDANCE ECONOMIQUE

Les accords d'Evian marquaient la fin du colonialisme français traditionnel en Algérie. Imposés par le peuple algérien au terme d'une longue lutte sans merci, il s'agissait en réalité d'un compromis entre la volonté du peuple algérien de pouvoir disposer de son patrimoine national, et celle de l'impérialisme français de continuer à exploiter les richesses algériennes. Le gouvernement français retirait d'Algérie son administration coloniale, ses préfets et ses militaires. En

même temps, il s'arrangeait pour y maintenir l'essentiel de ses intérêts économiques. En particulier, un accord signé en 1965, confiait à des sociétés françaises, l'exploitation du pétrole algérien : l'Algérie ne touchait que le montant des impôts (calculés sur un prix de vente du pétrole de 2,08 $ le baril). En 1971, 6 ans après, le même régime et les mêmes prix étaient encore en vigueur.

Il n'y a pas de véritable indépendance politique sans indépendance économique, et le patrimoine algérien doit appartenir aux algériens : tels sont les principales sur lesquels le gouvernement algérien cherche à appuyer sa politique. Il a déjà nationalisé les principales entreprises agricoles et industrielles françaises en Algérie. Restait le pétrole. Plusieurs fois, il a demandé l'ouverture de négociations pour revoir les conditions et les prix de l'accord de 1969 : chaque fois, il s'est heurté à un refus du gouvernement et des sociétés pétrolières françaises. L'Algérie n'est pas seule à se heurter à la voracité des trusts impérialistes du pétrole : tous les pays producteurs de pétrole luttent pour imposer aux trusts des pays impérialistes des conditions plus équitables. Le 15 février à Téhéran, les pays du Golfe Arabique leur imposent une augmentation d'environ 20 % du prix de vente. Le 13 avril, devant le refus des pétroliers français, le gouvernement algérien prend plusieurs mesures : il nationalise les sociétés pétrolières françaises en Algérie,il fixe le prix de vente à 3,6 $ et exige des sociétés françaises qu'elles versent leurs arriérés d'impôts.

Il est bien évident que ces mesures ne donnent pas définitivement à l'Algérie son indépendance nationale, que le peuple algérien n'en sera pas le principal bénéficiaire, l'Algérie n'est pas vraiment un pays socialiste et son indépendance ne deviendra réelle qu'avec la dictature du prolétariat. Mais ce qui est tout aussi évident, c'est que ces mesures frappent lourdement l'impérialisme, en premier lieu l'impérialisme français, mais aussi les autres impérialistes (américain, britannique et soviétique) qui, pour se mettre sur les rangs, seront obligés d'accepter les mêmes conditions. Comme tout coup porté à la domination impérialiste dans le monde, c'est une aide précieuse au camp de la révolution ; et comme coup porté principalement à l'impérialisme français, c'est une aide précieuse aux révolutionnaires français.

LA POLITIQUE DE LA CANONNIERE

C'est du reste bien comme un coup dur que l'impérialisme français l'a ressenti. Le gouvernement français aurait pu rechercher un compromis à son avantage, comme en 1962 aux accords d'Evian. Mais l'impérialisme français n'a pas encore compris que le pétrole algérien appartient au peuple algérien et que celui-ci est prêt à reconquérir son bien. Peut-être l'impérialisme français espérait-il faire céder les Algériens, ou bien craignait-il, en acceptant leurs conditions, de créer un "mauvais exemple" pour les pays qu'il opprime ailleurs dans le monde ? Quoi qu'il en soit, le gouvernement français a choisi le chantage et les menaces.

Il y a d'abord eu un appel au boycott de l'Algérie par les puissances capitalistes. Malheureusement, entre rapaces on ne se fait pas de cadeau et, américains, anglais, italiens, allemands se sont empressés d'aller voir ce qui se passait du côté de l'Algérie. Il y a eu aussi le retrait des techniciens français du pétrole : ça n'a pas marché non plus, quelques techniciens italiens sont déjà allés remplacer les français.

Il ne restait plus au gouvernement français qu'à compter sur ses propres forces contre l'Algérie. Son dernier recours, c'est le chantage aux travailleurs immigrés en France. Déjà les derniers arrivés ont de la peine à trouver du travail, ils s'entendent répondre "pas de pétrole, pas d'embauche". Et le gouvernement français laisse planer la menace d'un refus de nouveaux arrivants l'an prochain.

Pour appuyer cette politique, il fallait une campagne bien orchestrée. Le gouvernement lui-même a lancé la campagne. Le 17 avril, au lendemain des décisions du gouvernement algérien, des flics en uniforme ratonnaient à Lyon, place Gabriel Péri et dans les quartiers peuplés d'immigrés, comme aux plus beaux temps de la guerre d'Algérie. Les représentants du pouvoir eux-mêmes ont crié bien haut "au voleur" quand l'Algérie a voulu récupérer ses richesses, comme si plus de 100 ans d'exploitation du peuple algérien donnait des droits à la France en Algérie. Le gouvernement s'est empressé de faire retomber sur les Algériens la responsabilité des hausses du prix de l'essence (*). La balle était lancée, d'autres n'avaient plus qu'à la reprendre.

Note (*) : en réalité, le pétrole algérien ne représente qu'environ le quart du pétrole utilisé en France, le prix du pétrole brut ne rentre que pour 8 % dans le prix de l'essence. Au total, les légitimes décisions algériennes n'ont qu'une influence de 1 à 2 % sur le prix de l'essence

DES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRES !

FAISONS FACE AUX DIFFICULTES DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME

L'impérialisme français cherche à sauvegarder ses intérêts dans le pétrole d'Algérie. Dans sa lutte pour maintenir sa domination sur les peuples du monde, la bourgeoisie cherche des appuis dans les masses françaises. C'est pour cela qu'elle a développé une vaste campagne raciste visant tout particulièrement les travailleurs arabes en France. A Lyon est concentrée une bourgeoisie ultra-réactionnaire liée aux milieux bancaires, à Rhône-Poulenc, Rhodia et à l'industrie métallurgique. Elle compte de nombreux pétinistes et OAS. Les dernières élections municipales ont remis sur la "scène politique bourgeoise" Soustelle, le vieux champion de l'Algérie française, et ses nombreux amis. Les groupes fascistes comme Ordre Nouveau et Action Française sont très peu implantés, mais les vieux pétinistes et les OAS agissent directement dans l'administration, la police et l'armée lyonnaises. C'est pourquoi, avec la convergence de l'élection de Soustelle aux municipales et l'affaire du pétrole algérien, Lyon retrouve la sinistre époque de la guerre d'Algérie avec le terrorisme ouvert contre les ouvriers arabes. C'est probablement la ville de France qui compte le plus grand nombre d'assassinats contre les travailleurs arabes ces derniers mois.

Ces assassinats, par armes à feu, sont le fait de commandos de l'OAS qui n'hésitent pas à agir en pleine journée dans les cafés algériens. La police participe directement au terrorisme en traquant systématiquement les ouvriers arabes isolés de nuit ; la police ne se contente pas de contrôles d'identité, elle matraque, ratonne. Le 10 mai, un ouvrier algérien de la CIFTE, est matraqué à Vaise à 20 h 30 par 3 policiers en uniforme. Il reprend connaissance 6 heures après et s'aperçoit que sa paie (400 F) lui a été volée. La haine anti-arabe est très bien entretenue dans la police et elle nourrit un enthousiasme délirant pour les ratonnades contre les ouvriers arabes.

BILAN ACTUEL DE NOTRE CAMPAGNE ANTI-RACISTE

1º En menant la campagne contre le racisme, les marxistes-léninistes ont commencé à rompre avec le style de travail spontanéiste des campagnes précédentes. Le but de la campagne était de mieux analyser la réalité pour pouvoir la transformer. En liant, dans la pratique, l'enquête et la propagande, nous avons progressé dans l'analyse concrète de la réalité sociale. Tous les militants qui participent à cette campagne ont été mobilisés dans ce but et l'ont sérieusement prise en mains.

2º La question générale qui se pose à la classe ouvrière, c'est de bien distinguer **qui sont ses amis, qui sont ses ennemis.**

a) **pour les ouvriers arabes**, la question est la suivante : qui est responsable de cette campagne raciste, de ce terrorisme ouvert, et que faire ? Certains algériens ont dit : "pendant la guerre d'Algérie, on voyait bien qui était notre ennemi, maintenant, ce n'est pas clair ! " En effet, ils parlent souvent de l'hostilité des "français" en général ; ils se sentent isolés face aux agressions fascistes, aux ratonnades de la police, à l'attitude raciste de la masse des français (ouvriers compris) : "les ouvriers français sont racistes". Les ouvriers algériens voient encore le monde figé en 2 camps : les faibles et les forts ; les révolutionnaires et ceux qui ne le sont pas. L'état d'esprit général (y compris pour des éléments politiquement avancés) est marqué par le fatalisme. Ils ne voient pas de solution, d'issue à l'oppression qu'ils subissent. Si l'on tient compte aussi du fait que le FLN était une organisation plus militaire que politique, le rôle de la lutte politique et idéologique pour lutter contre la bourgeoisie est rarement vu. Comme ils sont victimes d'agression, la nuit ils restent chez eux à partir de 7 heures. S'ils sont obligés de sortir, ils préfèrent payer cher un taxi. Pour échapper au terrorisme, ils parlent de retourner en Algérie (tout en sachant qu'il n'y aura pas du travail pour tous). Les algériens se demandent pourquoi le gouvernement français ne prend pas la décision de les renvoyer tous en Algérie. Nous devons expliquer que la campagne raciste développée par la bourgeoisie ne vise pas à renvoyer les algériens chez eux, mais à mieux les soumettre à l'exploitation capitaliste. Le PDG de Berliet déclare à l'Express : "nous avons trop besoin de travailleurs pour les laisser partir."

Le fatalisme des ouvriers algériens tient au fait qu'ils ne connaissent pas clairement leur ennemi et comment le combattre. Un exemple extrême : pour les algériens de Vaulx-en-Velin (travaillant à l'usine CTA), les responsables des attentats ne sont pas les "vrais français" mais d'autres travailleurs étrangers, les portugais : "les portugais seraient bien contents que nous partions pour prendre notre place ! " Ceci peut s'expliquer parce que les algériens à Vaulx-en-Velin, vivent parmi une population principalement d'origine étrangère, où existent des contradictions entre nationalités. A la CTA (80 % d'ouvriers étrangers), les algériens

suite page 4

UN CAS TYPIQUE DE SOCIAL-CHAUVINISME

EXTRAIT DE "A PROPOS DE LA LETTRE OUVERTE DU COMITE CENTRAL DU PCUS" (éditorial du Renmin Ribao - 22 octobre 1963)

Lénine disait : "Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont *aussi* des nations, mais tolérer un tel oubli", c'est tolérer le chauvinisme."1 Et cependant, la direction du P.C.F., représentée par le camarade Thorez, a non seulement toléré cet "oubli", mais a considéré carrément les peuples des colonies françaises comme des "Français naturalisés"2, refusé d'admettre leur droit de se détacher de la France et d'accéder à l'indépendance nationale et soutenu publiquement la politique d'"assimilation nationale" poursuivie par l'impérialisme français.

Durant la dernière dizaine d'années, les dirigeants du P.C.F. ont suivi la politique coloniale des impérialistes français, ils se sont mis à la remorque de la bourgeoisie monopoliste française. En 1946, lorsque les dirigeants français, ceux des monopoles usèrent d'une ruse néo-colonialiste et proposèrent d'instaurer l'Union française, les dirigeants du P.C.F. suivirent le mouvement, ils se vantèrent : "... nous avons toujours considéré cette union comme une union libre de peuples libres"3 et "la fondation de l'Union française permettra de régler sur une base nouvelle la question des rapports entre le peuple français et les peuples d'outre-mer jadis dépendants de la France"4. En 1958, lorsque l'Union française s'écroula et que le gouvernement français se proposa d'établir la "Communauté française" afin de maintenir son système colonial, les dirigeants du P.C.F. suivirent une fois de plus le mouvement et proclamèrent : "Nous croyons que la création d'une véritable Communauté serait un événement positif"3.

En outre, en prenant parti contre l'indépendance nationale que réclament les peuples des colonies françaises, ils essayèrent même d'user de l'intimidation et déclarèrent : Toute tentative de se séparer de l'Union française ne peut qu'aboutir au renforcement de l'impérialisme, quoiqu'elle permette l'obtention d'une indépendance, celle-ci ne sera que nominale, provisoire et factice. Et par ailleurs, les dirigeants du P.C.F. déclarèrent carrément : "La question est de savoir si cette indépendance, désormais inéluctable, se fera avec la France ou sans elle et contre elle. L'intérêt de notre pays, c'est que ce soit avec lui."5.

Dans la question algérienne, les dirigeants du P.C.F. adoptèrent une attitude chauvine. Ils ont essayé de se justifier, ces derniers temps, en affirmant que depuis des années ils ont reconnu la légitime demande de liberté du peuple algérien. Mais que montrent les faits ?

Les dirigeants du P.C.F. n'ont, pendant longtemps, reconnu aucunement le droit de l'Algérie à l'indépendance nationale ; ils suivaient la bourgeoisie monopoliste française, clamaient que "l'Algérie est une partie inaliénable de la France", que celle-ci "est et doit rester une grande puissance africaine."6

L'intérêt de Thorez et d'autres portait surtout sur le fait que l'Algérie pouvait fournir annuellement à la France "un million de moutons", de grandes quantités de blé et donc résoudre le problème "du manque de viande" et "combler notre déficit en céréales".7

Voyez à quel degré de frénésie atteint le chauvinisme des dirigeants du P.C.F. ! Y a-t-il chez eux une ombre d'internationalisme prolétarien ? Y a-t-il quoi que ce soit de révolutionnaire prolétarien en eux ? Par l'adoption de cette position chauvine, ils ont trahi les intérêts fondamentaux du prolétariat international, du prolétariat français et les véritables intérêts de la nation française.

1 V. I. Lénine : "Une caricature du Marxisme et à propos de l'Economie impérialiste", Œuvres, tome 23.
2 Discours, en février 1939 à Alger.
3 L. Feix : juin 1959 au XVº Congrès du Parti communiste français.
4 M. Thorez, 10 octobre 1955.
5 Raymond Barbé : *Démocratie nouvelle*, novembre 1958.
6 F. Bonte, 1944 à l'Assemblée constituante.
7 M. Thorez, 1945.

LES REVISIONNISTES DU P"C"F S'ENFONCENT DANS LEUR LIGNE DE TRAHISON SOCIAL-CHAUVINE

Fidèles à leur honteuse tradition de traître à la lutte des peuples opprimés, les dirigeants révolutionnaires révisionnistes viennent une fois de plus de montrer leur vrai visage :

— non seulement ils n'ont fait aucune propagande, mené aucune lutte contre l'odieuse campagne raciste anti- algérienne et les crimes qui l'accompagnent, mais ils n'hésitent pas à s'en prendre aux révolutionnaires qui prennent cette lutte en main. A Ivry, ils ont trouvé le culot d'appeler la population à se rassembler pour s'opposer à la manifestation contre l'assassinat de Behar Rehalla, blessé par balle et achevé à coups de pelle par des policiers.

Dans la lutte qui oppose le peuple algérien à l'impérialisme français, ils ont choisi leur camp : ils sont avec l'impérialisme français !

Uni aux peuples opprimés, le prolétariat de notre pays balayera cette vermine !

"Nous sommes convaincus que l'Union Française donne actuellement aux peuples d'outre-mer, la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie". (Cahier du Communisme – septembre 1947).

FAISONS FACE AUX DIFFICULTÉS DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME (suite)

se plaignent de la docilité des portugais envers le patron. On voit à quel point le racisme est une arme de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière. Les ouvriers victimes du racisme (les algériens) peuvent être racistes envers d'autres (les portugais).

La fausse distinction que font les algériens entre les "vrais français" non racistes et les "faux français" racistes vient notamment du fait qu'en Algérie, ils se heurtaient directement avec une masse de petits colonialistes d'origine espagnole et italienne.

Pour la majorité des algériens (y compris les éléments politiquement avancés) il n'y a rien entre la soumission (ou la fuite vers l'Algérie) et le fusil. C'est la lutte armée ou la soumission. Si bien que le rôle de la propagande , de la lutte idéologique, pour lutter contre la bourgeoisie (comme pour convaincre et organiser leurs camarades) est généralement ignorée.

Si l'on tient compte de tous ces aspects de la réalité que le travail d'enquête nous a donné, notre tâche n'est pas de lancer de vagues et généraux appels "à l'organisation et à la lutte". Mais notre tâche principale à l'heure actuelle est le travail de propagande et d'éducation marxiste-léniniste sans lequel aucune lutte ne peut être conséquente. Appeler formellement à la lutte (alors que les ouvriers algériens ne désignent pas clairement leur ennemi d'une part et que d'autre part, ils sont spontanément sur la défensive et non sur l'offensive) serait illusoire et erronné. Par contre, le travail de propagande fondé sur une enquête sérieuse de la réalité donne déjà des résultats positifs.

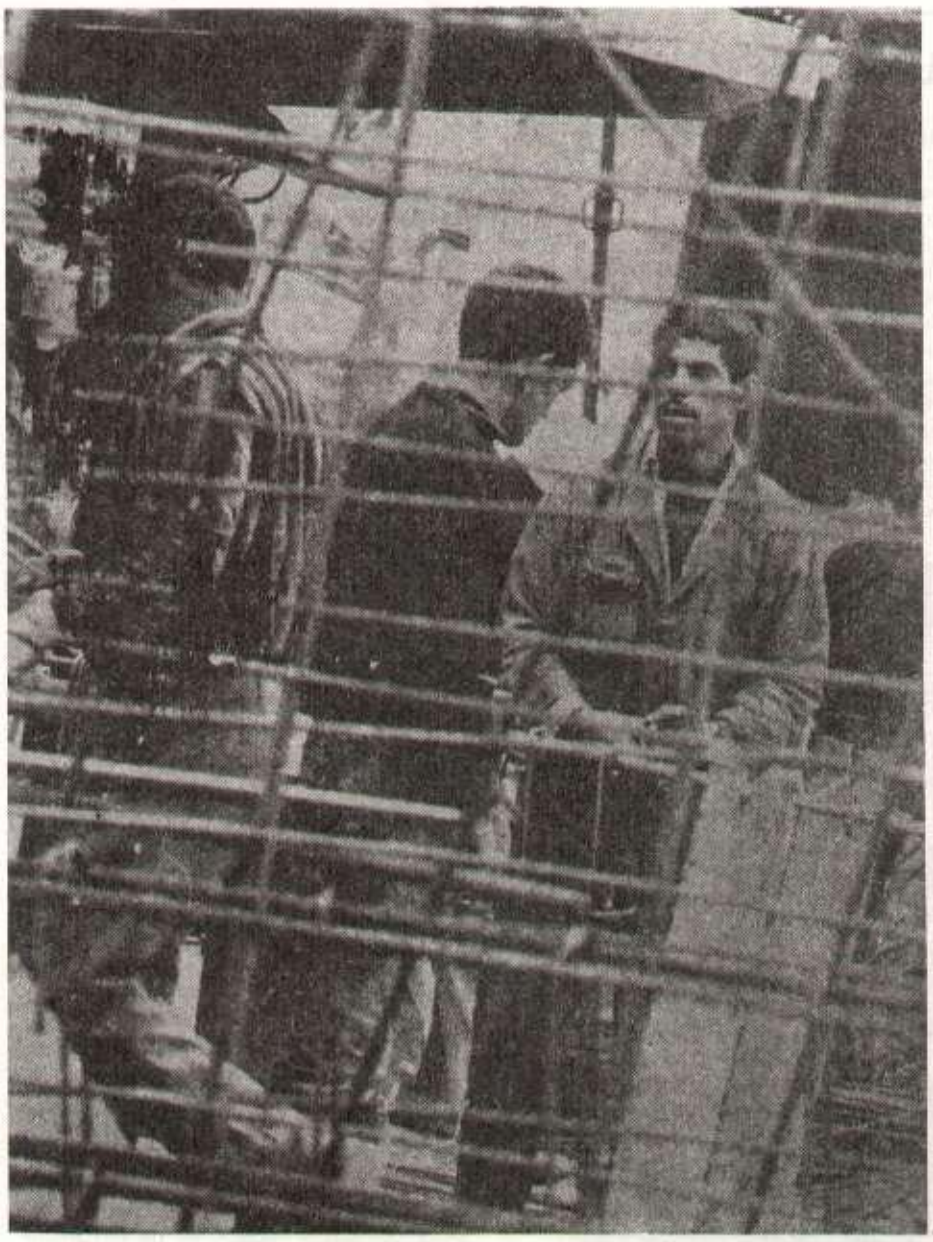
b) les ouvriers français et le racisme.

La propagande spécifique faite en direction des ouvriers français nous révèle des faits qui ne sont pas réjouissants mais qui sont pourtant la réalité.

Les diffusions de tracts sur les marchés nous ont révélé que dans l'ensemble les travailleurs français sont indifférents au terrorisme que subissent les travailleurs arabes. Dans le meilleur des cas, ils sont simplement étonnés. Les commerçants des marchés ont généralement des positions ultra-racistes.

Dans une usine où notre propagande est d'habitude bien accueillie, où nous jouissons de la confiance d'une certaine frange d'ouvriers qui considèrent que ce que nous disons est juste et vrai, nous les avons entendu dire pour la première fois que l'on racontait des histoires et ils ont mis en doute l'existence des assassinats dont sont victimes les algériens.

Ils sont allés jusqu'à nier ces faits sous prétexte que la France est le pays de la liberté et qu'aucun journal n'en a parlé (ce qui est vrai d'ailleurs). Ceci doit nous



ouvrir les yeux sur une réalité importante : le racisme et le chauvinisme (manifestations de l'idéologie bourgeoise) sont profondément et largement ancrés dans la classe ouvrière française. Soyons convaincus que la révolution en France sera impossible tant que le chauvinisme et le racisme ne seront pas abattus.

"Une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat, c'est la lutte longue et acharnée, la lutte implacable qu'il doit mener contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et autres influences et courants bourgeois analogues qui sont inévitables étant donné que le prolétariat agit dans une ambiance capitaliste.. Sans cette lutte, sans avoir remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat" (c'est à dire du socialisme) (Lénine).

Le racisme est une forme du chauvinisme. Le chauvinisme est une attitude de la classe ouvrière qui défend les intérêts de sa propre bourgeoisie contre les peuples que celle-ci opprime (exemple : Afrique pour la France) ou contre la classe ouvrière d'autres pays.

Nous constatons que les ouvriers français peuvent être d'accord avec nous quand nous prenons la défense de leurs propres intérêts contre le patronat. Dans ce cas-là, ils peuvent se détacher de l'influence des révisionnistes du P.C.F. et de la CGT. Mais nous devons avec énergie et sans opportunisme expliqué inlassablement aux ouvriers français que la lutte contre notre bourgeoisie ne peut pas coïncider avec le renforcement de l'oppression sur les colonies et le renforcement de l'exploitation sur les ouvriers étrangers en France.

Nous avons pour but de vérifier si le racisme est aussi implanté chez les OS français que chez les OP. Nous pouvons déjà dire que les OS français, travaillant côte à côte avec des OS étrangers, n'emploient pas facilement les arguments racistes colportés par la maîtrise : "les arabes sont des fainéants, il faut les pousser au travail etc." Par leur place dans la production, les OS français ne sont pas racistes de la même façon que les contremaîtres, car leur solidarité d'exploités entre en contradiction avec leur idéologie raciste. Nous ne disons pas du tout, cependant que les OS français ne sont pas racistes. Mais le racisme peut,par exemple, être beaucoup plus développé chez un OP travaillant seul à sa machine et étant payé aux pièces. Généralement, il est alimenté par un manœuvre étranger ; si celui-ci prend du retard, il peut facilement être engueulé par l'OP qui perd alors du temps de production (donc des primes).

Nous croyons donc que pour la classe ouvrière (pour les français comme pour les immigrés) la question fondamentale à résoudre est de lui donner clairement conscience de qui sont ses ennemis et qui sont ses amis. C'est une tâche difficile mais décisive pour l'avenir de la révolution prolétarienne.

3º Mener la campagne raciste principalement dans la jeunesse intellectuelle ou principalement dans la classe ouvrière. La petite bourgeoisie intellectuelle peut être facilement touchée par la campagne anti-raciste. On peut faire des meetings de dénonciation. Il est facile d'émouvoir les jeunes intellectuels en leur racontant le sort que subissent les ouvriers immigrés. Ils nous croient volontiers quand on leur cite les cas d'assassinats d'ouvriers algériens.

Par contre, la classe ouvrière française est étonnée quand on lui parle de ces mêmes faits. Souvent, les ouvriers ne croient pas ce qu'on leur dit. Ils vont même jusqu'à nier les faits.

C'est dans ces conditions que nous choisissons la tâche la plus difficile, de combattre le racisme implanté dans la classe ouvrière. Parce que nous devons combattre avec acharnement toutes les formes de l'idéologie bourgeoise qui imprègnent la classe ouvrière. Si le réformisme, le révisionnisme, le chauvinisme ne sont pas arrachés de la classe ouvrière, la révolution prolétarienne ne sera pas réalisable. Faire fusionner le marxisme-léninisme avec le mouvement ouvrier, telle est notre tâche historique fondamentale à l'heure actuelle.

ECOUTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES

RADIO PEKIN :

18 h 30 – 19 h 30
sur 45,7 : 25,8 mètres

19 h 30 – 20 h 30
sur 45,7 : 25,8 mètres

20 h 30 – 21 h 30
sur 42,5 : 25,8 mètres

21 h 30 – 22 h 30
sur 42,7 : 42,4 : 19,9 mètres

RADIO TIRANA :

17 h
sur 31 et 42 mètres

22 h
sur 31,42 et 215 mètres

23 h 30
sur 31 et 41 mètres.

N.B. : Les longueurs d'onde indiquées renvoient aux ondes courtes (sauf Tirana : 215 m : ondes moyennes).

LES CAMPS D'ETE

L'été dernier, nos camarades marxistes-léninistes ont organisé des camps à la campagne. Front Rouge en a tiré les conclusions avec eux.

Il faudrait d'abord indiquer quel était le but politique de cette initiative. Les marxistes-léninistes sortaient d'une période noire marquée par la dispersion des forces dues aux erreurs opportunistes, dont la dernière conséquence était la grève des étudiants en Lettre, qu'ils avaient laissé s'"embourber" dans des positions étroitement corporatistes. Il s'agissait de renouer avec le principe selon lequel "pour déterminer si un jeune est révolutionnaire ou non..., il n'y a qu'un seul critère : ce jeune veut-il se lier aux masses ouvrières et paysannes et se lie-t-il effectivement à elles ?" (Mao-Tsé-Toung). Les possibilités de liaison avec la classe ouvrière étant minces pendant les mois de vacances, c'est sur la paysannerie que l'accent a été mis.

Les camps devraient également permettre aux marxistes-léninistes de poursuivre le débat sur les questions politiques en discussion dans leurs rangs, et de mieux s'unifier sans se laisser disperser par les vacances, enfin de faire du sport pour se remettre d'une vie souvent trop malsaine.

Pour l'essentiel, ces objectifs ont été atteints. Nos camarades ont su, dans l'ensemble, gagner la confiance des paysans chez qui ils étaient installés, n'hésitant pas à monter sur le tracteur ou à porter des sacs de grain. Des discussions se sont instaurées avec les paysans pendant le travail ou après, autour d'un litre. La projection dans les villages de diapositives sur l'Albanie socialiste a permis d'y ouvrir de nouvelles perspectives, surtout quand nous avons compris qu'il ne suffisait pas de vanter les réalisations du socialisme, sans montrer les conditions politiques de ces réalisations et le dur combat à mener pour les atteindre. D'autre part, les discussions entre les camarades (notamment sur la question de la violence révolutionnaire et de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie) ont contribué à éliminer les tendances erronées, opportunistes qui dominaient dans les rangs des marxistes-léninistes.

A l'époque, pourtant, ces tendances ont causé des erreurs dans la préparation et la tenue des camps eux-mêmes. Nous défendions alors l'idée d'un front uni de toutes les couches en révolte contre les monopoles, nous opposant ainsi dans les faits à la révolution prolétarienne, à la perspective de la dictature du prolétariat. Ce qui nous a conduit à nous adresser au CNJA pour la préparation des camps, puisqu'il exprimait une de ces révoltes. D'où certains défauts, tout d'abord parce que certains paysans contactés de cette façon ont tout bonnement considéré les camarades venus préparer les camps en travaillant chez eux comme de la main d'œuvre gratuite. Ensuite, parce que les paysans que nous avons contactés par ce canal étaient principalement des paysans moyens, et que nous n'avons pu tenir qu'un seul camp dans un village de paysans ouvriers et de paysans pauvres. Ensuite, notre faiblesse politique nous a conduits à ne pas mettre suffisamment l'accent sur les discussions concernant la nature et les moyens de la révolution dans notre pays.

Enfin, nous avions à l'époque l'ambition d'utiliser ces camps pour mieux connaître la position de la paysannerie dans la lutte des classes. L'idée, juste en elle-même, n'a guère été réalisée parce que nous avons voulu viser trop haut ; si bien que les réunions d'enquêtes projetées au départ avec quelques paysans, ont été abandonnées au profit de tentatives prématurées de "synthétisation" des quelques éléments épars rassemblés par les camarades : c'est là une manifestation de ce que les marxistes-léninistes appellent le subjectivisme, de la tendance à

FRANÇOIS MARTY UN GRAND COMMUNISTE

Le camarade François Marty s'est éteint le 29 mai dernier. Son nom est et restera lié à la lutte pour la création puis l'édification du Parti Marxiste-Léniniste en France. C'est un grand Communiste qui vient de disparaître.

François, fils de paysan pauvre, n'a jamais cessé de lutter pour le triomphe de la grande cause de la Révolution Prolétarienne. Dès 1926, il adhère à la section française de l'Internationale Communiste (P.C.F.) et ne compte ses efforts pour l'édification du jeune Parti et son implantation dans les villages de Catalogne. La guerre d'Espagne le voit déployer une activité intense dans cette zone frontalière où passent dans un sens les glorieux combattants des Brigades Internationales, et de l'autre, les réfugiés fuyant les crimes franquistes. C'est à cette époque qu'il fonde "Le Travailleur Catalan", journal local du P.C.F. Puis viennent les heures du pacte de non-agression germano-soviétique et du décret Sérol (interdisant le P.C.F.) où la réaction française se lance dans la chasse au communiste. Contre les loups coalisés, il défend et explique les justes tactique et stratégie staliniennes. Il œuvre à la reconstruction du Parti dans la clandestinité. Et quand, l'impérialisme français vaincu par le nazisme, la France est occupée, il est parmi les premiers à organiser la Résistance Armée. Il dirige des écoles de cadres FTP, anime le Front National, organise des maquis. Et c'est comme commandant FTPF qu'il dirige la Libération d'une grande partie du Languedoc et du Roussillon.

Après la libération, François s'oppose aux décisions révisionnistes de dissolution des milices patriotiques et de restitution des armes à la bourgeoisie. Dès lors, ce héros de la Résistance sera systématiquement écarté des postes de responsabilité dans le Parti, tandis que s'infiltreront dans l'appareil des résistants de la dernière heure et les opportunistes des années 45 et 46. En 1956, il condamne la déstalinisation et se bat contre le cours révisionniste du 20e Congrès du PCUS, au sein du PCF. En 1962, lorsque Khrouchtchev lance la vaste offensive scissionniste dans le Mouvement Communiste International, attaquant ouvertement le PCC et le PTA, François refuse les calomnies khrouchtcheviennes de l'Humanité et se rend en Albanie y chercher la vérité. Il est exclu du PCF dès son retour, sur ordre du Comité Central.

Alors, il devient clair que, dans ce parti où le cours dominant fait gravir vers les postes dirigeants le kollabo Marchais et où sont exclus les combattants de la Résistance, il n'y a plus grand chose à espérer, de l'intérieur. Alors, François, seul, malgré tout l'attachement sentimental qui le lie au vieux parti, va tout recommencer. Le Parti de la classe ouvrière reste à reconstruire, le vieux parti dans lequel il avait combattu près de 40 années a trahi. Ce qu'aucun autre homme en France de cette génération n'a fait, François a osé le faire. Sa confiance dans les masses, dans la révolution, dans le Parti était telle qu'il s'est mis à cette tâche : reconstruire le Parti de la classe ouvrière, en sachant à l'avance tous les obstacles, les difficultés, les éclatements, bref tout le long cheminement à parcourir. Cheminement épuisant qui a vaincu sa santé si précaire. Mais jamais il n'a cédé, jamais il ne s'est découragé. Alors même que les médecins lui interdisaient tout déplacement, il ne cessa de se donner à fond, sans regarder en arrière. Ces dernières années, il ne pouvait supporter les réunions qu'allongé et devait prendre des médicaments à intervalles réguliers. Mais il continuait toujours à lutter avec cette opiniatreté paysanne liée à une haute conscience communiste.

Dès 1962, certains des premiers cercles marxistes-léninistes se constituèrent sous son impulsion tandis qu'au Conseil National du Mouvement de la Paix (dont il était toujours membre), il dénonçait le traité de Moscou et la collusion soviéto-américaine. Il se rendit à Hiroshima dénoncer la collusion des 2 supergrands et leurs machinations guerrières, au Congrès mondial contre les bombes atomiques. Puis il fut l'un des fondateurs de la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes de France en juillet 1964. Il lança le journal "l'Humanité Nouvelle" qui devint par la suite l'organe du Mouvement Communiste Français (ML) et est aujourd'hui l'organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. En décembre 1967, il participa à la fondation du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France au Congrès de Puyricard qui l'élit membre du secrétariat du Comité Central du Parti.

François, c'était un demi-siècle de dévouement à la cause du prolétariat. Son esprit de sacrifice, son courage, sa ténacité à surmonter les épreuves, sa confiance dans la Révolution et dans le Parti, les communistes véritables sauront s'en inspirer. Malgré sa vaste expérience de vétéran, il était resté très simple et modeste, et aucun paternalisme ne marquait ses relations avec les jeunes camarades. Il avait horreur du bluff et accordait toujours ses paroles avec ses actes. Il défendait toujours avec obstination ses positions et savait reconnaître et corriger ses erreurs et ses conceptions quand elles n'étaient pas justes.

François Marty était un grand communiste. Son esprit de parti, son dévouement à la cause du prolétariat étaient exemplaires. Les communistes marxistes-léninistes sauront être fidèles à sa mémoire en se consacrant jusqu'au bout à l'édification du Parti et à la victoire de la Révolution Prolétarienne.

Le Comité de Rédaction de Front Rouge exprime à sa famille sa solidarité et toute sa sympathie lors de cette douloureuse épreuve.

SALUT CAMARADE FRANCOIS !
NOUS ESSAIERONS
D'ETRE DIGNES DE TOI.

---

vouloir conformer la réalité aux idées qu'on a dans la tête et non pas l'inverse.

Nous avons cette année les moyens politiques de corriger ces erreurs. Et d'une parce que nous avons compris que la révolution ne viendra pas en France d'une "macédoine" de "victimes des monopoles", unies sur un programme de coalition des mécontents. Nous avons vu que la révolution se fera sous la direction du prolétariat, sur son programme. Attention ! Nous laissons aux trotskystes la position selon laquelle le prolétariat fera la révolution seul contre tous. Nous savons l'importance de la question des alliés qu'il pourra trouver dans cette lutte.

C'est pourquoi nous ne considérons pas la paysannerie comme un tout homogène, c'est pourquoi nous laissons à d'autres le soin de s'extasier devant ses révoltes spontanées, comme les dernières manifestations, où la juste colère des petits vignerons du midi ne trouve comme porte-parole que MM de Truc de Chose de mes Deux, gros propriétaires, et au cours desquelles on a pu entendre des slogans racistes. Au contraire, nous pensons qu'il n'y a rien de commun entre les propriétaires d'usines à blé de Beauce et le paysan qui, crevant sur ses quelques hectares, est obligé d'aller vendre ses bras à l'usine Renault du Mans.

Cette contradiction apparemment facile à voir, est encore trop souvent obscurcie dans l'esprit des pauvres diables par l'idée de l'"unité de la profession", répandue pour leur propre intérêt par MM de Cafarelli, Debatisse et Blondel (*) ; confusion d'autant plus facile à entretenir qu'on passe insensiblement d'un de ces extrêmes à l'autre par toute une série d'échelons intermédiaires.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes veulent démêler cet écheveau, distinguer précisément quelles sont les différentes couches de la paysannerie, quels courants d'idée les traverse, savoir lesquelles peuvent rejoindre le prolétariat sur la base de son programme et comment les rallier.

Comprenons bien : ce n'est pas la tâche principale des marxistes-léninistes pour la période, alors qu'ils ont encore à se lier à la classe ouvrière et à étudier sa situation. Il ne s'agit pas non plus de croire que nous en arriverons à bout en un mois et quelques discussions. Simplement, nous y consacrons nos forces au moment où c'est là qu'elles peuvent être le mieux employées, et nous avons l'intention de continuer un peu ce travail pendant le reste de l'année. Nous essaierons de faire l'analyse économique d'un ou 2 villages, de démonter un ou deux mécanismes de marché, d'apporter notre aide politique à quelques amis paysans, de mettre plus l'accent sur la liaison avec les ouvriers paysans.

Enfin l'unité politique des marxistes-léninistes n'est jamais définitivement acquise, et après avoir combattu l'an dernier l'opportunisme sous sa forme de droite, ils le retrouvent à nouveau cette année sous sa forme spontanéiste de "gauche", au fond tout aussi réactionnaire.

Sur cette base politique déjà plus solide que l'an dernier, les marxistes-léninistes ont invité leurs jeunes amis à participer à ce travail. Il doit désormais devenir une de leurs préoccupations permanentes, s'élargir et s'approfondir d'année en année.

note (*) : respectivement dirigeants de la FNSEA et des Chambres d'agriculture, capitalistes de la campagne.

CRITIQUES D'UN CAMARADE OUVRIER AYANT PARTICIPE A L'UN DES CAMPS DE L'ETE DERNIER.

Les camarades ayant participé aux camps font remarquer que celui dont il est question, était de bien loin le plus mauvais, décidé en dernière minute et mal dirigé à tous points de vue.

"D'abord, j'ai été frappé par un trop grand laisser-aller : dans mon camp, les séances de gymnastique prévues n'ont eu lieu qu'une fois, car les camarades n'arrivaient pas à se lever assez tôt le matin.

Les camarades avaient de la bonne volonté pour travailler avec les paysans, mais ils ne pensaient pas assez à parler politique avec eux, à leur faire connaître nos idées, à les gagner à la révolution. J'ai essayé de le faire et je peux dire que c'est possible.

Nous avons eu une assemblée générale des camps, où nous avons critiqué l'opportunisme. Elle m'a aidé à ouvrir les yeux, d'autant plus que j'ai personnellement discuté de ces questions avec un camarade. Mais j'ai trouvé que les camarades auraient pu discuter plus à l'Assemblée générale : c'était quand même important ! Et puis, dans mon camp, on n'a pas eu d'autres discussions entre nous, et ça c'est grave.

Il faudrait corriger tout ça cet été."

★

"SANS THEORIE REVOLUTIONNAIRE..."

A PROPOS DU SPONTANEISME

Nous appelons spontanéisme l'idéologie qui domine certaines couches du mouvement révolutionnaire et qui consiste essentiellement dans le mépris de la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme. Pour les marxistes-léninistes, la théorie révolutionnaire est extérieure au mouvement ouvrier, et il s'agit de l'y introduire. Pour les spontanéistes, elle est secrétée par les masses elles-mêmes, il s'agit simplement de la révéler, de la souligner, de l'extraire. Ce débat, qui peut sembler loin de la réalité, a en fait des conséquences politiques très importantes.

1º Les positions théoriques des spontanéistes :

Ces dernières années, certains camarades qui se voulaient au départ marxistes léninistes ont glissé dans le bourbier du spontanéisme. Le pas était difficile à franchir, et il leur fallait se donner les coudées franches. Ils sont donc partis en guerre contre le "léninisme ossifié", en mettant l'accent sur le fait que la pensée Mao Tsé Toung constitue une troisième étape du marxisme. Dans tout cela, rien de faux ; mais sous couvert de lutter contre un dogmatisme bien réel, contre une interprétation du léninisme coupée de la vie (particulièrement nette chez les trotskistes, qui n'y ont de toute façon jamais rien compris), on en est venu à rejeter le léninisme lui-même, toutes les leçons du léninisme. Tout léninisme est devenu "ossifié". Et d'abord cette leçon de "Que faire" : la théorie est extérieure au mouvement ouvrier. Sous couvert de souligner la troisième étape du marxisme, l'importance décisive du développement du marxisme par Mao Tsé Toung, on en est venu à négliger tous les enseignements du marxisme, et précisément ceux que la révolution chinoise a particulièrement développés : la nécessité du Parti, du travail d'éducation des masses, de l'élaboration d'une ligne scientifique. Les enseignements de Mao Tsé Toung ont été réduits, vidés de leur substance, complètement dénaturés. Il n'en est plus resté qu'une caricature :

— un discours fait d'analogies dérisoires avec les principes de la guerre du peuple, alors qu'on est loin de la mener.

Un certain nombre de principes concernant les rapports avec les masses, qui deviennent complètement formels parce qu'ils sont coupés de l'élaboration et de l'application d'une ligne scientifique organisant la fusion du marxisme léninisme et du mouvement ouvrier.

Les spontanéistes tentent ainsi l'impossible pari d'accoupler la théorie révolutionnaire au culte du spontané. Ce jeu ne fera illusion que jusqu'au jour où les jeunes révolutionnaires qui y ajoutent foi auront été détrompés par l'expérience pratique de la lutte des classes : la vie, de toutes façons, tranchera. Mais sachons seulement que ces leçons coûtent cher. "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire."

2º Conséquence pratique du spontanéisme : l'opportunisme :

De l'opportunisme de droite à l'opportunisme de gauche, puis à nouveau à l'opportunisme de droite : coucou, nous revoilà !

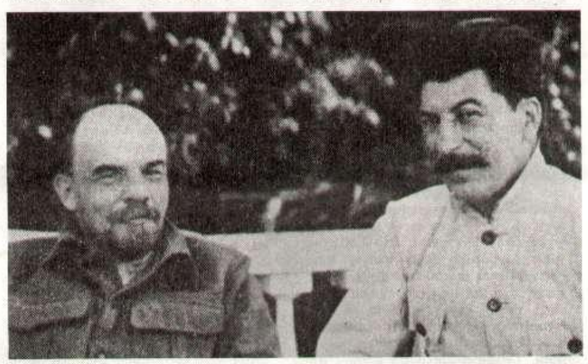
Une précision d'abord : le spontanéisme n'est pas le lot d'un groupe politique déterminé, il s'agit d'un courant politique diffus, que certains groupes expriment de façon particulièrement conséquente. Citons-en essentiellement deux, autour de deux journaux : "Tout" et "la Cause du Peuple". Nous ne parlerons ici que du second, d'abord parce qu'il a une histoire et qu'il est plus facile d'en voir le développement ; ensuite parce qu'il a occupé pendant toute une période le devant de la scène.

Une autre précision : nous n'avons pas l'intention de jouer les grand'mères conservatrices qui font peur aux petits enfants de la politique. Tout ce qui est neuf, vivant, dans les luttes révolutionnaires des masses nous passionne au plus haut point. Mais il nous faut bien voir en quoi consiste cette autre espèce de "neuf" qu'on oppose au "léninisme ossifié". Voyons donc.

Le spontanéisme des années 70, tel que le pratique la CDP, est le résultat de la fusion de deux éléments :

1) Une théorie archi-vieille, archi opportuniste, de la révolution.

Pour la CdP, l'objectif stratégique n'est pas la révolution prolétarienne armée, mais la révolution **populaire.** Une révolution qui sera le fait de toutes les couches sociales entrant en conflit avec le pouvoir établi à partir des motivations les plus diverses. La condition pour faire partie du front uni appelé à faire une telle révolution, c'est la contestation "radicale" du système en place. Qu'entend-on au juste par radical ? La reconnaissance de la



dictature du prolétariat, et dés aujourd'hui, du rôle dirigeant du prolétariat dans la préparation de la révolution ?

Léninisme ossifié ! Non, en fait, est radical tout ce qui entre **violemment** en lutte contre le pouvoir. Par exemple la lutte des commerçants l'an passé. Que cette lutte se mène sur des bases politiques pour le moins ambiguës, qu'elle soit dirigée, impulsée — y compris dans ses formes violentes — par des éléments ultra-réactionnaires, voire fascistes, n'a apparemment pas d'importance pour la CdP ; du moment que la lutte est violente. Mais voyons bien que ce critère de violence est celui-là même de l'opportunisme : ainsi, on fait l'économie d'une analyse de classe des mouvements qui se développent, on présente comme des alliés du prolétariat ceux qui sont parfois ses ennemis, on se refuse à mener la lutte idéologique sur les positions du prolétariat dans les couches petites-bourgeoises en révolte. Pour voiler cela, la CdP produit une théorie selon laquelle, en France (mais pourquoi cette particularité de notre pays, cette rare, étrange et merveilleuse particularité, qui vaut un examen à la loupe ?), toute lutte de la petite-bourgeoisie se place sur les positions du prolétariat. Allons-donc, pourquoi ne dites-vous donc plus rien de Nicoud et des commerçants en colère ? Souvenez-vous, il y a très exactement un an, vous n'aviez que cela à la bouche ! Par quel hasard ces alliés du prolétariat sont-ils devenus de sages "syndicalistes" corporatifs ?

En fait, vous prenez la partie pour le tout ; dans toute couche sociale petite-bourgeoisie, existe une frange qui aspire à s'unir au prolétariat, à se placer sous sa direction ; et vous confondez cette frange avec la couche sociale toute entière. De fait, vous la noyez dans sa couche, au lieu de l'en dégager : vous la tirez en arrière. Théorie archi vieille disons-nous. C'est celle-là même que nous avons rejetée après en avoir fait l'expérience, c'est la vieille théorie du front uni anti-monopoliste qui n'est qu'une variante de la politique révisionniste d'alliance avec les couches moyennes, prises en tant que telles, pour la "démocratie avancée".

2) Une théorie archi vieille du socialisme : la confusion que la CdP établit sur la question : qui est révolutionnaire ? Qui peut faire la révolution ? " découle évidemment de la nature de la révolution qu'elle veut faire. Nous savons déjà qu'il s'agit d'une révolution non pas prolétarienne, mais populaire. La CdP précise : le socialisme que nous voulons n'est pas un socialisme à la russe, un socialisme polonais. Nous voilà rassurés, mais pas pour longtemps. En effet, s'agit-il d'éclairer en quoi le prolétariat a été trahi en U.R.S.S., et le capitalisme rétabli, comment en Chine et en Albanie la dictature du prolétariat ouvre la voie radieuse du socialisme ? Non. Alors même que l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie, tente de détourner les masses de la lutte pour la dictature du prolétariat, en présentant le visage abject du révisionnisme, du capitalisme restauré, de faire croire que partout, Chine ou U.R.S.S., c'est pareil, à peu de choses près, la CdP tourne l'obstacle. Elle ne dit pas : "ce que nous voulons, la dictature du prolétariat", aux couches petites-bourgeoises qu'elles cherche à entraîner ; au contraire, elle perpétue leurs illusions réactionnaires, elle accrédite leur anti-communisme ; et il y a une raison à cela : c'est qu'elle ne veut pas la dictature du prolétariat. Ce qu'elle propage, c'est la perspective du socialisme utopique. La CdP dit : ce que nous voulons construire, il faut d'ores et déjà en donner un avant-goût aux masses, chaque fois que nous en aurons l'occasion ; dans l'usine occupée par exemple. Les masses se mettront en mouvement si elles ont en tête un contre-exemple de ce qu'elles vivent tous les jours, une image vivante du monde de demain. Cette illusion est un thème constant de la CdP. On la retrouve dans les programmes que cette organisation secrète chaque fois que revient le printemps : en 68 déjà l'UJCML, ancêtre de la CdP d'aujourd'hui éditait un programme de "Front populaire" ; elle édite aujourd'hui un "programme anti-gouvernemental". Le propre de ces programmes, c'est de ne jamais dire clairement comment ils vont être appliqués, s'il faut pour cela prendre le pouvoir ou non, s'il s'agit de programmes d'avant ou d'après la révolution. De fait, il semble bien que ce soit des programmes pour tout de suite, fondés sur la logique : "Ah, si à la place de ce qui existe actuellement, on pouvait faire comme ceci et comme cela ! " Leur première propriété est de voiler la tâche centrale de la révolution : la prise du pouvoir par les armes. Leur seconde propriété consiste à offrir aux masses l'image d'un socialisme en miettes, indépendamment du temps et de l'espace, indépendamment des conditions concrètes dans lesquelles pourra s'engager la construction du socialisme : résistance de l'ennemi et ses capacités à détruire, alliances de la classe ouvrière, alliances des forces réactionnaires, degré de développement des forces productives, intervention étrangère. Promettre aux masses que le socialisme fera ceci ou cela, indépendamment de ces conditions concrètes, et en faisant comme si la révolution était pour demain, tient du délire, n'est affaire que d'imagination et d'utopie. Certes, les opprimés font des rêves, mais le rôle d'une organisation révolutionnaire, du Parti prolétarien, est de les aider à les réaliser, en leur indiquant comment, quand, avec qui, jusqu'où passer à l'action. En criant tout haut ce à quoi aspirent les masses, la CdP ne leur rend pas service ; elle ne les aide pas à le réaliser. C'est le lot de tout spontanéisme.

Rejeter la théorie révolutionnaire conduit tout droit à chercher sur la base de sa propre inspiration ce qui, dans les masses, peut bien constituer le courant révolutionnaire. Parce qu'on ne voit pas que la théorie révolutionnaire est extérieure au mouvement ouvrier, on cherche à la découvrir dans le mouvement ouvrier lui-même. L'UJCML voyait dans les "syndicalistes prolétariens" de la CGT le noyau révolutionnaire déjà prêt, fourni gratuitement, sans effort, par l'histoire. On connaît le sort de cette idée qui a détourné des milliers de jeunes révolutionnaires des tâches fondamentales de la révolution en mai 68. Quelques mois plus tard, la CdP, transformant le blanc en noir, voyait dans tout syndicaliste un ennemi à détruire — entendons-nous, à rosser —; le noyau révolutionnaire, baptisé "gauche", se trouvait alors chez ceux qui dans les usines passaient à l'action directe, mataient les petits chefs et sabotaient la production. Toujours à la poursuite de cet insaisissable noyau révolutionnaire déjà prêt, la CdP revoit aujourd'hui ses positions. Les tactiques successives sont apparemment tout à fait contradictoires : tactique droite des "syndicalistes prolétariens" qui faisait crier : Vive la CGT de lutte de classes, tactique "gauche" de lutte à outrance contre les syndicalistes l'an passé, position actuelle qui consiste à voir dans toute lutte syndicaliste un "aspect prolétarien". Mais derrière ces volte-faces déconcertantes, qui suivent la logique : thèse subjectiviste — échec ; nouvelle thèse subjectiviste — nouvel échec, demeure une constante : l'opportunisme aux cent visages auquel conduit le spontanéisme. Dans le fond, rien ne change sur les questions fondamentales de la stratégie : nature de la révolution, nature du socialisme, alliances, parti.

Nous y reviendrons plus en détail.

suite de la page 6

PAS DE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE"

LA CRISE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE AMERICAIN

Le mouvement "révolutionnaire" français a les yeux tournés vers les Etats Unis, et chacun y cherche de quoi justifier sa chapelle. Le préambule des derniers Cahiers Prolétariens, y reconnaît l'action cumulée de son armée de l'ombre et du mouvement démocratique de masse ; "Tout" ouvre largement ses pages aux groupes du style "hippies" et y a découvert la lutte révolutionnaire des femmes et des homosexuels ; jusqu'aux révisos qui se sont attendris sur Angela Davies. Nous-mêmes, dans Front Rouge, lui avons consacré plusieurs articles : c'est une bonne chose, c'est la marque d'une rupture avec le passé, l'époque où dans notre presse, les pages internationales se limitaient à bavarder autour des thèmes "FLN vaincra" ou "Palestine vaincra". Depuis, nous avons reconnu que la réalité du mouvement révolutionnaire est bien plus riche au Vietnam et en Palestine, qu'elle englobe aussi la lutte dans les métropoles impérialistes, comme la nôtre, et que de toutes ces luttes, nous avons des leçons à tirer. Mais encore faut-il ne pas oublier les enseignements du marxisme-léninisme et ne pas reprendre aveuglément les grands thèmes de la jeunesse américaine, la "Nouvelle Culture", la "liberté tout de suite et toute entière." etc...

UN TOURNANT

Le mouvement révolutionnaire dans la jeunesse américaine c'est d'abord le mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam : son histoire, au cours de ces dernières années, est une succession de mobilisations massives et de creux morts. En novembre 1969, il y avait eu 1 million de manifestants à Washington ; contre l'invasion du Cambodge, en 1970, 300 000 personnes s'étaient rassemblées en 4 jours à Washington ; mais cette année, pour l'invasion du Laos, il n'y a pas eu de riposte massive. Le 24 avril dernier, à nouveau 300 000 personnes défilent à Washington ; cette fois-ci, il n'y a pas que des étudiants, beaucoup d'anciens combattants du Vietnam et quelques syndicalistes se sont joints à eux ; tous défilent paisiblement, en silence, en scandant simplement de temps en temps le slogan "peace now" (la paix tout de suite). Ces mobilisations de masse montrent que la guerre du Vietnam devient de plus en plus impopulaire, et dans des couches de plus en plus diverses de la population. Mais on y reconnaît aussi toutes les limites du mouvement de masse spontané. Le mouvement contre la guerre du Vietnam est né du mouvement des droits civiques, un mouvement pacifiste et légaliste ; et en réalité, s'il touche aujourd'hui un plus grand nombre d'américains, il a gardé les mêmes illusions.

Par exemple, en 69, les compagnies de car qui amenaient les manifestants à Washington avaient reçu l'ordre de la CIA de relever le nom de tous les passagers : c'est ainsi que des centaines de milliers d'américains se sont laissés ficher sans rien dire ; du 3 au 6 mai 1971, pendant la semaine de protestation organisée pourtant par les groupes les plus radicaux, 13 000 personnes ont été arrêtés par la police, ce qui a complètement sabordé la semaine d'action. Malgré les efforts de tous les groupes révolutionnaires, la direction politique du mouvement est restée aux mains de la bourgeoisie libérale : c'est elle qui a organisé le rassemblement du 24 avril ; en faisant appel à toutes sortes de parlementaires et de personnalités, tandis que la semaine d'action de mai, organisée par des groupes plus radicaux, s'est terminée par un échec. Abandonné à lui-même, sans une direction révolutionnaire suffisamment forte pour l'orienter, le mouvement de masse se développe bien sûr, parce que l'injustice de la guerre devient de plus en plus évidente, mais il conserve toutes ses illusions et finalement, c'est la bourgeoisie qui en garde la direction.

Depuis quelques années, une fraction importante de la jeunesse américaine ne peut plus supporter le poids de la société capitaliste yankee, ils y étouffent, mais en même temps, ils se sont rendus compte que les mouvements d'opposition traditionnels ne pouvaient se débarrasser de la direction politique et idéologique de la bourgeoisie, même libérale. Ils ont alors décidé de se placer volontairement en dehors de la société US. C'est le mouvement des "Communautés" hippies ou autres, qui est un mouvement de masse dans la jeunesse américaine. Les "Communautés" se multiplient à la campagne, autour des centres universitaires : un grand nombre de jeunes y vivent ensemble, en permanence ; et pour beaucoup d'étudiants, qui les rejoignent le samedi soir, elles sont un lieu de défoulement après une semaine d'université yankee, le bol d'air du week-end. Tous se donnent l'impression, en se plaçant en dehors de la société de faire ce qu'ils veulent, d'être libres, de changer la société entièrement et tout de suite : on écoute du pop, on baise quand on veut et avec qui on veut, on se drogue jusqu'à plus soif, et dès la naissance ; et pendant ce temps-là, les usines tournent, les noirs crèvent de faim et les flics patrouillent. C'est toute l'illusion de construire un petit bout de liberté dans un océan de répression, toute l'impatience et l'utopie de la petite bourgeoisie, dénoncée depuis longtemps par Marx et Engels, et que des groupes essayent de faire renaître aujourd'hui en France. Evidemment, à court terme, c'est un phénomène qui inquiète le capitalisme américain : plus d'un million de jeunes complètement disparus dans la nature, ses meilleurs cadres qui fuient dès la fin de leurs études... Mais finalement, les dirigeants US préfèrent voir ces jeunes, qui refusent la société yankee et sa culture avilissante, se retirer pour "profiter tout de suite de la vie", plutôt que de lutter aux côtés des prolétaires américains pour abattre le capitalisme.

Conscients de l'inefficacité des "communautés", un dernier courant est né, dont le groupe le plus actif est celui des "Weathermen". Leur objectif, apporter la guerre du Vietnam aux USA, c'est à dire, par des actions violentes, détruire le mythe de la totale supériorité de la bourgeoisie, montrer aux masses qu'on peut se révolter contre elle et l'abattre. C'est un thème qu'on connaît bien en France, celui de la violence exemplaire. Malheureusement, aux USA comme en France, les masses n'ont pas suivi d'elles-mêmes l'exemple. Et aujourd'hui, ces groupes sont en train de remettre en cause leur conception de la violence.

Incontestablement, une crise traverse le mouvement révolutionnaire américain. Elle frappe tous les groupes et n'épargne même pas leur modèle à tous, le Black Panther Party où aujourd'hui, malgré une incontestable audience dans les masses noires, deux tendances s'affrontent violemment. Les indices de la crise sont nombreux : la contradiction apparente entre le succès de masse de certaines mobilisations et l'échec d'autres, la recrudescence de la drogue, la remise en cause de leur ligne militaire par les groupes les plus extrémistes. Le dernier indice en date de cette crise est que le pouvoir US n'a pas hésité à acquitter 13 membres du Black Panther Party, ainsi que Bobby Seale, le président du parti. Pour tous les groupes, la clé de la crise est la même. Quelle position adopter par rapport à la classe ouvrière ? Quelle position adopter par rapport au marxisme-léninisme ?

UN MOUVEMENT COUPE DE LA CLASSE OUVRIERE

Pas mal d'idées fausses circulent sur la classe ouvrière américaine. A première vue, elle apparaît comme anéantie, dominée par l'idéologie réactionnaire raciste, et pourtant si l'on juge au nombre d'heures de grève, on peut dire qu'elle est combative, même si la plupart de ces grèves sont contrôlées et dévoyées par les syndicats jaunes. La toute puissance des syndicats est déjà remise en cause par une multitude de petites grèves sauvages. L'élément moteur est encore une fois le prolétariat noir : pratiquement exclu des syndicats (moins de 2 % d'ouvriers noirs dans les syndicats jaunes), il s'est donné ses propres organisations, comme les ligues ouvrières de Chicago et de Détroit.

Le mouvement révolutionnaire, lui, a grandi complètement en dehors de la classe ouvrière, dans la jeunesse intellectuelle. Pourtant, il existe un désir spontané de liens, mais il s'exprime toujours très maladroitement, transformé par l'idéologie bourgeoise. Par exemple, lors des grandes manifestations de Chicago, les quelques syndicats de fonctionnaires employés de bureau qui participaient étaient chaleureusement applaudis comme représentants de la classe ouvrière. Ou bien encore, le mot d'ordre "quitter les universités" lancé en mai 70 et qui ne s'est concrétisé que par quelques distributions de tracts dans les quartiers populaires... et surtout par le repli dans les "communautés". Et, ce n'est certes pas en se renfermant dans les "communautés" que les jeunes intellectuels se poseront le problème de leur liaison avec la classe ouvrière.

Même au sein du mouvement noir, alors que les noirs constituent l'élément moteur du prolétariat américain, les idées ne sont pas toujours claires quant à la dictature du prolétariat. Par exemple, certains dirigeants du Black Panther Party soutiennent que le prolétariat n'a plus d'avenir dans la société capitaliste américaine, et, que l'élément de la révolution sera le lumpen-prolétariat.

UN MOUVEMENT AVEUGLE PARCE QUE SANS THEORIE MARXISTE LENINISTE

C'est sans doute là, la caractéristique principale du mouvement révolutionnaire aux Etats Unis. Pour maintenir sa domination, l'idéologie impérialiste a banni non seulement le marxisme, mais même toute référence à une théorie quelconque : le matraquage idéologique, depuis l'école jusqu'à la télé, est tel que l'américain a de la peine à raisonner de manière scientifique, autrement que par images toutes faites. A cela s'ajoute le silence le plus total sur les pays socialistes, la Chine et l'Albanie : les américains ne connaissent le marxisme et les pays socialistes qu'à travers la propagande gouvernementale ; c'est pourquoi les camarades chinois utilisent n'importe quelle faille pour y faire pénétrer leurs idées. Cette situation ne date pas d'hier, de sorte qu'il n'existe pas aux Etats Unis cette référence à une tradition ouvrière récente qui permet en France à certains ouvriers de rejetter le révisionnisme. Dans leur écrasante majorité, les masses américaines ne connaissent pas le marxisme-léninisme, et, ceci malgré les tentatives de quelques groupes (Progressive Labour Party, Black Panther Party).

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que le mouvement révolutionnaire américain connaisse crise sur crise. Pour élaborer une juste ligne politique, il ne suffit pas de s'activer dans les masses, il faut aussi connaître la réalité des Etats Unis et savoir l'analyser à la lumière du marxisme-léninisme. Sans théorie marxiste-léniniste, c'est le mouvement spontané qui l'emporte : ce sont les hippies qui ne trouvent pas d'autre issue que se mettre en dehors de la société, plutôt que de la détruire, les jeunes intellectuels blancs, déformés par des années de pacifisme, qui manifestent les mains nues dans Washington en état de siège avec des soldats armés à toutes les fenêtres. A l'inverse, ce sont les jeunes Weathermen qui découvrent l'usage de la violence révolutionnaire et se lancent dans le terrorisme. Ce sont les Pantheres Blanches, révoltées par l'oppression capitaliste, qui réclament innocemment "un monde économiquement libre basé sur le libre échange de l'énergie et des matériaux".

La clé de la crise, c'est l'assimilation par les masses américaines du marxisme-léninisme. C'est le marxisme-léninisme qui permettra au prolétariat américain de rejetter les pièges de l'idéologie bourgeoise et de prendre la direction du mouvement révolutionnaire. Tant que les révolutionnaires américains n'auront pas assimilé l'analyse scientifique marxiste-léniniste, ce ne sera que de l'empirisme : un programme se juxtaposera à un autre programme, une expérience à une autre expérience. On ne peut pas prétendre réinventer l'histoire, redécouvrir les lois de la révolution, ignorer l'apport de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao.

LES ENSEIGNEMENTS DES DERNIERES

Les dernières semaines ont vu se dérouler toute une série de grèves importantes et exemplaires à plus d'un titre : Renault, Le Mans, Berliet, Usinor, Wendel Sidelor, sans compter une multitude d'autres luttes (grèves avec occupation ou pas, grèves tournantes, séquestrations, etc...) sur lesquelles Bourgeoisie et Révisionnistes se sont employés à faire le silence.

En liquidant le mouvement, le patronat et les révisionnistes se sont chargés de faire déchanter les camarades qui y voyaient "l'amorce d'un nouveau mai", "l'éveil d'une nouvelle gauche ouvrière".

Mais comme toute initiative importante des masses, ces grèves comportent une série d'enseignements précieux pour l'avenir de notre révolution.

LES OS, FER DE LANCE DU PROLETARIAT

La vague de lutte qui vient de déferler a porté aux premiers rangs de la lutte des classes, les millions d'esclaves du capitalisme moderne, les OS en révolte contre les conditions de travail, l'exploitation impitoyable et le despotisme patronal. De Berliet à Renault, d'Usinor à Sidelor, ils se dressent :

— contre **l'intensification du travail**, c'est à dire la compression, dans un même laps de temps, d'une plus grande quantité de travail, de force vitale (physique ou nerveuse) arrachée à l'ouvrier. L'intensification du travail apparait comme le moyen principal pour les capitalistes d'augmenter la plus-value.

— contre le développement du machinisme qui, loin de conduire à la libération de l'ouvrier, ne fait que contribuer, du fait de son utilisation capitaliste, à son asservissement, à sa soumission, à sa transformation en simple auxiliaire de la machine, à un travail morne, dépourvu d'attrait, réduit à quelques gestes mille fois répétés et dont le rythme effrené s'accroit avec le perfectionnement continu des machines.

— contre **le despotisme patronal,** rendu indispensable pour faire respecter cette augmentation démentielle de la rapidité du travail : prolifération d'une armée de contremaîtres, de petits chefs, de surveillants de chaînes, officiers et sous-officiers du capitaliste, chargés en son nom, d'impulser l'intensification du travail ; discipline de caserne ; menaces et brimades continuelles.

— contre **l'utilisation sans cesse accrue d'un matériel humain** (les OS, les jeunes travailleurs, les travailleurs immigrés, les femmes, les ouvriers venus de la campagne) que la bourgeoisie considère comme des esclaves, dont le développement de la production capitaliste avilit constamment la valeur de la force de travail (déclassements), usés et pressurés en quelques années par le travail abrutissant, démolis par le surmenage physique et nerveux.

DECLARATIONS DE DEUX OS DU MANS

— "A un poste manuel, on travaille à son rythme. On peut avancer la production pour pouvoir souffler. Mais avec la machine, la cadence est fixée, imposée. C'est le temps-machine ! "

Un autre ; avant il était sur une machine-transfert (deux gars pour la faire tourner) ; aujourd'hui, il s'occupe à lui tout seul, d'un AMTEC ultra-moderne et d'un tour automatique.

— "Je dois aller de l'une à l'autre, enregistrer toutes les pannes sur l'AMTEC. Il y a 25 à 30 cellules photo-électriques. En cas d'arrêt, il faut talonner pour détecter la cellule d'où ça vient. Puis fournir à nouveau les pièces. On fait du 100 % ici".

L'HYPOCRISIE REVISO-BOURGEOISE

Voilà aujourd'hui, notamment avec la grève des OS du Mans, que bourgeoisie et révisionnistes feignent de s'apitoyer sur le sort des OS, ces "parias de la société", ces "bonnes à tout faire de l'exploitation capitaliste, taillables et corvéables à merci", (voir le Monde et l'Humanité) et de découvrir cette vérité : l'existence en France de 3 millions d'OS soumis aux conditions de travail les plus inhumaines. Belle hypocrisie de la part de ceux qui ont constamment recherché les méthodes les plus féroces et les plus raffinés de l'exploitation de la force de travail, ainsi que de leurs complices révisionnistes qui ont constamment fait le silence sur les revendications des ouvriers les plus exploités, les utilisant comme force d'appoint, comme masse de manœuvre pour accroître les privilèges de l'aristocratie ouvrière !

Depuis plusieurs années, la bourgeoisie n'a cessé de glorifier les bienfaits des "progrès techniques" de la "production et de toute l'amélioration des conditions de travail". A l'entendre, on allait vers une disparition de la classe ouvrière ! ! !

Reprenant actuellement les duperies répandues par la bourgeoisie, les révisionnistes ne craignaient pas d'affirmer qu'avec le développement des forces productives et de la science, on assistait à un "glissement vers le haut" de la composition de la classe ouvrière, à une diminution progressive des ouvriers spécialisés au profit de nouvelles couches de techniciens, opérateurs, ouvriers hautement qualifiés, etc...

LA POLITIQUE "CONTRACTUELLE" : UNE ARME DU PATRONAT

La politique "contractuelle" et de concertation entre la bourgeoisie et les révisionnistes a toujours eu pour axe fondamental d'étouffer, de réprimer et de neutraliser le potentiel révolutionnaire des couches les plus exploitées du prolétariat, de ceux qui vivent tous les jours la réalité du bagne capitaliste et de perpétuer l'exploitation tranquille de l'armée des OS qui procurent à la bourgeoisie la plus grande masse de plus-value.

Les points-clés de cette politique de "concertation", de collaboration de classe contre le prolétariat, ont toujours été les mêmes :

— renforcer systématiquement la division de la classe ouvrière, développer la hiérarchie instaurée, préserver et accroître les privilèges de l'aristocratie ouvrière, estomper les contradictions de classe entre les victimes de l'exploitation et de l'oppression capitaliste et ceux qui en sont les agents (cadres, maîtrise...)

— polariser l'attention des travailleurs sur l'obtention d'augmentation de salaires périodiques afin de renforcer la surexploitation de millions d'esclaves salariés (par l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, l'organisation "scientifique" de la production, le travail à la chaîne, les chronométrages...) afin de perpétuer ainsi le principal moyen par lequel les capitalistes augmentent la plus-value.

— enfermer les catégories les plus exploitées dans le carcan des contrats de progrès, des contrats collectifs qui codifient la surexploitation capitaliste et qui ne permettent que les formes de luttes tolérables par la bourgeoisie (grévettes, pétitions, manifestations-bidons).

POUR PRESERVER LA "CONCERTATION", UN PATRONAT DE CHOC :

Ces dernières années, Renault avait été le terrain d'essai de la politique contractuelle, l'exemple mis en avant au nom de la bourgeoisie par son Etat. La grève des OS du Mans, en s'attaquant au système de salaires par cotation de postes, à l'avilissement de la valeur de la force de travail par la mécanisation, remettait en cause le système fondé sur les illusoires augmentations en pourcentage. Pour l'avenir de cette politique, l'entreprise d'Etat qui l'avait inaugurée se devait encore de montrer l'exemple de la "fermeté", de démontrer que toute lutte menée en dehors de ce cadre était vouée à l'échec. D'où l'attitude de "choc" de la direction de la Régie ; loin d'avoir la politique à courte vue suggérée par kes révisionnistes qui insistaient sur "les pertes de production", la direction de la Régie a uniquement cherché à briser le mouvement, **à tout prix** ; refus net de satisfaire les revendications et d'engager quelque négociation que ce soit, lock out de l'ensemble des usines Renault visant :

— à diviser les travailleurs, en opposant grévistes et lock-outés

— à acculer les ouvriers des autres usines Renault dans une position défensive, avant qu'ils n'entrent à leur tour dans la lutte à l'exemple des camarades du Mans

— à isoler les grévistes du Mans.

Enfin, provocation contre les grévistes du Mans, sous prétexte de chipoter sur une prime laissée aux autres usines, visant les mêmes objectifs.

La leçon a été retenue par les trusts, comme la récente grève d'Usinor-Dunkerque l'a bien montré.

COMPLICITE REVISIONNISTE

Les dirigeants révisionnistes de la CGT sont partie prenante de la politique contractuelle de collaboration de classe, dans laquelle ils parlent "au nom de la classe ouvrière". Leur capacité à contrôler les luttes de la classe ouvrière est la condition pour qu'ils conservent leur place de "partenaire principal" autour des tapis verts patronaux. D'un bout à l'autre de la lutte, il leur fallait donc apporter leur pierre à l'entreprise de la Régie. C'est ce qu'ils ont fait.

Au début, en tentant directement de stopper le mouvement par un de ces votes "à bulletins dont ils ont le secret" ; la riposte des 1500 gars du Mans quittant leur meeting les a conduits à changer de tactique, et à contribuer au pourrissement de la grève voulu par Dreyfus :

— ils se sont attachés à la dévier de ses objectifs ; alors que la direction utilisait le lock out pour placer les grévistes en position défensive, ils sont totalement rentrés dans son jeu, ils ont orienté toute la lutte vers la "reprise du travail", sous prétexte de "défendre la Régie" en tant qu'"entreprise nationalisée".

— ils ont agité en permanence l'épouvantail des "gauchistes extérieurs à l'usine", de façon à transformer l'occupation en son contraire, à faire de la menance pour le patron et ses cadres qu'elle pouvait constituer une "protection" de son usine, baptisée "outil de travail" ; en créant une obsession des "désordres", ils paraient à tout risque de durcissement de l'action.

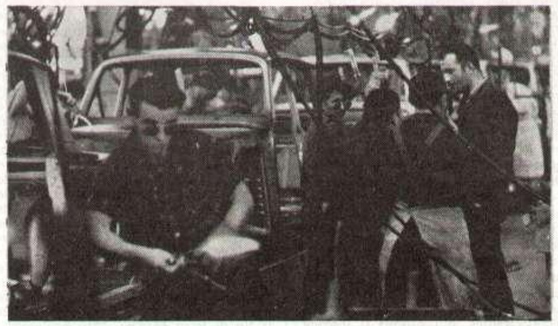
Après avoir de cette façon ôté toute perspective à la grève, en la vidant de son contenu et en enlevant leurs armes aux grévistes, il ne leur restait plus qu'à laisser pourrir de négociation en négociation, et à provoquer à la deuxième tentative la reprise du travail, alors que pour l'essentiel les revendications des OS du Mans restaient insatisfaites.

Bien que les efforts conjugués du patronat et des révisionnistes aient conduit à l'échec les derniers mouvements, ceux-ci ont mis à nu l'existence des OS, la nature de l'exploitation qu'ils subissent, les contradictions qui les opposent objectivement à la politique révisionniste.

Les marxistes-léninistes sauront en tirer la leçon, orienter leurs efforts vers ces travailleurs, les gagner à la cause de la révolution prolétarienne en s'appuyant sur ces contradictions.

La lutte sera longue, les échecs seront encore nombreux, mais la victoire est au bout.

★



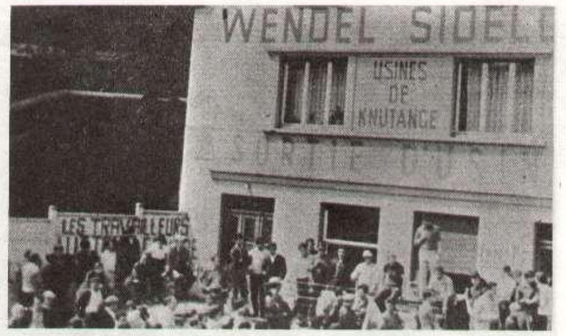
LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

WENDEL-SIDELOR

Pour les patrons du trust Wendel-Sidélor, les choses vont bien : 4,4 milliards d'AF de bénéfice net, tout cela après avoir pris la "précaution" de doter "les amortissements"de plus de 31 milliards et de constituer une "provision" de 20 milliards... Pour que les profits soient encore meilleurs, les patrons modernisent, concentrent : 3 000 emplois seront supprimés d'ici juillet 1972. Les raisons officielles avancées sont, bien sûr, philanthropiques et généreuses : "assurer l'avenir de tous", créer une sidérurgie compétitive et puissante qui donne de l'emploi. Cela ne trompe personne, car enfin sur qui sont faits ces profits, sinon sur le dos et avec la sueur des ouvriers et au prix de quels moyens et de quelles méthodes.

Chez Wendel-Sidelor, comme ailleurs, les patrons, pour augmenter la production, concentrent les entreprises, introduisent des machines de plus en plus perfectionnées, obligent les ouvriers à travailler toujours plus et plus vite. Pour cela, ils ont à leur disposition une armée de garde-chiourmes qui font régner une discipline de bagne. Quand on sait que pour Haudebourg, un des directeurs, "un travailleur sur trois morts à l'usine vient mourir là parce qu'il faut bien mourir quelque part", on a tout de suite une idée juste de l'exploitation et de la répression dans les ateliers.

En moyenne, un chef pour deux ouvriers. Il arrive aux chefs d'équipe de mettre la main à la pâte ; les autres contremaîtres et chefs de service, sont là en parasites, chargés uniquement de surveiller le rythme du travail et de l'accélérer, pour le compte du patron. A cela, il faut ajouter une trentaine de gardes à l'intérieur et aux portes de l'usine dont le principal boulot est de signaler aux chefs de service les ouvriers qui prennent un instant de repos. A cela, il ne faut pas oublier le syndicat fasciste maison créé par le patron : une filiale de la CFT dont pas un membre ne travaille à la production. Pour ces gens-là, tous les moyens sont bons pour faire règner le despotisme patronal.



Le paternalisme, employé ou plutôt essayé surtout auprès des jeunes ouvriers. Ca commence par les gros baratins sur "l'ardeur au travail" et "la conscience professionnelle". Ca s'accompagne d'un "Ne fumez pas ! Ca pourrait vous faire mal" (en clair : ne fume pas car ça fait 5 mn de production en moins), bref, on voudrait préparer les jeunes à devenir des ouvriers serviles. Ca marche rarement.

Alors c'est l'engueulade, les injures fréquentes. Par exemple, au four à coke, les maçons fumistes doivent combler des trous juste à côté de grandes flammes vives : impossible d'y travailler plus de 18 mn sans être brûlé à l'épaule. Réaction des chefs : "sales fainéants, on vous paie pour travailler..."

C'est aussi les blâmes et les menaces. Sous prétexte d'erreur de travail, on vous envoie un avertissement ; au bout de 3, c'est la mise à pied. Par exemple, au four à coke encore. C'est le service le plus éloigné : 20 mn de marche depuis l'entrée de l'usine. Les ouvriers qui y travaillent à partir de 7 heures le matin, ont un bus qui les amène devant l'usine. Mais le bus arrive juste : or à 7 heures, il faut être pointé à son poste et en bleu. Avec les 20 mn de marche, on a du retard, c'est-à-dire une demi-heure ou une heure de retenue sur le salaire. Résultat : les ouvriers sont obligés de se lever une heure plus tôt. Les menaces de renvoi sont appliquées dès qu'il s'agit de grève, et à plus forte raison, quand on mène une grève.

En cas de grève d'ailleurs, c'est bien organisé : les contremaîtres et les ingénieurs font marcher les machines. Ainsi, au service traction, ce sont eux qui conduisent les locomotives. Chaque matin, les chefs de service font des rapports sur l'attitude de chaque ouvrier. Et les primes sautent, même pour un jour de grève ! Après la grève, des jeunes ouvriers sont souvent convoqués. Il y a 2 mois, un ingénieur du laminoir a convoqué un par un tous les ouvriers de moins de 21 ans de son service ; tout y a passé, paternalisme, engueulade, intimidation, menace de renvoi. Et c'était après une grève lancée par les syndicats sur les revendications traditionnelles. Quant aux meneurs et aux ouvriers les plus actifs, s'ils ne sont pas renvoyés, ils sont marqués à l'encre rouge.

Avec une police aussi bien faite, les conditions de travail sont intenables. Les accidents de travail ne se comptent plus. En 15 mois, 7 morts, récemment un ouvrier est encore passé dans un laminoir.

Ca, c'est ce qui se passe à l'intérieur de l'usine ; il faut voir aussi comment les choses se passent en dehors de l'usine et comment elles servent le despotisme patronal. Wendel-Sidelor, c'est en Lorraine, où 2 partis politiques s'affrontent : l'U.D.R. et le PCF. Or la Lorraine est peut-être le seul endroit où l'U.D.R. soit un parti de masse organisé sur la base de cellules d'entreprises. Les révisionnistes, eux sont à la tête des municipalités. En cas de lutte dure, tout ce beau monde s'entend comme larrons en foire avec la police pour soutenir le patron contre les ouvriers. De plus, le patronat, en faisant appel à des travailleurs étrangers de nationalités les plus différentes, veut faire du racisme une seconde nature : diviser, c'est règner. De plus, il favorise l'installation d'organisations fascistes regroupant une poignée d'ouvriers mais suffisant à gêner le travail des révolutionnaires, à fayotter : MSI chez les contremaîtres italiens, NDP chez certains travailleurs frontaliers allemands. Parmi les français, Ordre Nouveau tente de mettre sur pied des commandos pour faire la chasse aux travailleurs arabes.

La lutte engagée le 13 mai dernier par les ouvriers de Wendel-Sidelor pour refuser les licenciements, le déclassement, le chômage, montre que, malgré les pressions des révisos et de l'U.D.R., malgré les agressions fascistes, une majorité de plus en plus grande d'ouvriers est prête à entrer en lutte contre le patronat et ses méthodes fascistes. Les ouvriers décident l'occupation illimitée de l'usine. Wendel-Sidelor fait appel aux flics qui matraquent dans l'usine, puis dans les rues et emprisonne des grévistes. Les travailleurs tiennent bon face à cette intimidation.

Les syndicats eux, cèdent comme d'habitude. Mais une brèche a été ouverte dans le despotisme patronal et l'oppression fasciste. C'est un début.

LENS : CAPITAL ASSASSIN

Lens, mercredi 14 avril, 4 heures du matin, une demi-heure avant la fin de poste, 4 ouvriers démontent la tuyauterie de bétonnage en raval du puits 4. Le plancher mobile sur lequel ils travaillent bascule de 1 mètre 80. Les 4 mineurs s'écrasent 130 mètres plus bas.

C'EST LA MORT, LA MORT POUR 55 FRANCS PAR JOUR.

La nouvelle se répand immédiatement dans les corons. La foule se masse spontanément devant le carreau de la fosse. L'enquête s'organise : les mineurs et leurs femmes militants du Secours Rouge, vont dans les corons retrouver les témoins de la catastrophe.

Dès le 22 avril, la vérité est établie :

1º Le plancher mobile est supsendu à 2 câbles qui s'enroulent sur 2 treuils situés de part et d'autre du puits. Un machiniste règle indépendamment le fonctionnement des 2 treuils grâce aux ravaleurs sur le plancher qui donnent des indications par sonnerie. OR, DE SA PLACE, LE MACHINISTE NE PEUT SURVEILLER QU'UN SEUL TREUIL.

2º LE TREUIL Nº 2 FONCTIONNE MAL DEPUIS PLUSIEURS POSTES. Au poste précédent, le câble, au lieu de s'enrouler uniformément, s'est mis à baudet. Le plancher avait déjà penché puis avait été rétabli. Au poste de nuit, le câble à baudet, s'écroule, le plancher "balle" de 1,80 m.

3º L'INGENIEUR LE SAVAIT : IL A FAIT CONTINUER LE TRAVAIL.

4º LES VICTIMES NE LE SAVAIENT PAS. L'INGENIEUR NE LEUR A VOLONTAIREMENT RIEN DIT.

Le verdict est irréfutable : LE CAPITAL, UNE FOIS DE PLUS, A TUE.

Comme à Courrières, à Avion, à Fouquières, 4 mineurs ont été assassinés par des patrons qui préfèrent le profit à la sécurité et à la vie des mineurs. Ces morts, le patronat les connaît 80 chaque année sur le seul bassin du Pas de Calais, 7 en 10 jours, il y a un mois. Sans compter les centaines d'agonies lentes par silicose. Au lieu de les arrêter, il les programme dans ses grands bureaux ; elles entrent dans la logique de la course au rendement. Il exécute, avec l'aide de ses ingénieurs, de ses porions, des médecins des mines.

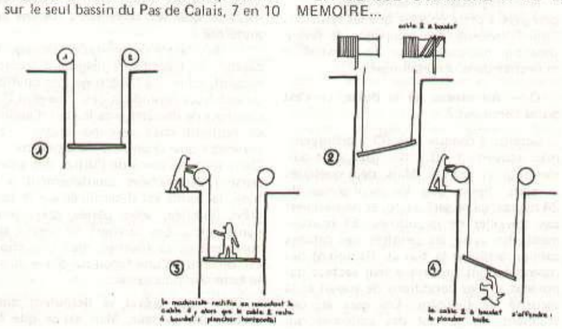
LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES DENONCENT. Le Secours Rouge (*) distribue des tracts. L'Association des Veuves, Blessés, Parents et Amis des Victimes de la catastrophe de Fouquières les Lens tient un meeting le 29 mai. Elle établit la liaison entre Fouquières et Lens ; elle dresse un bilan d'activité. Les mineurs y sont plus nombreux qu'en décembre lors du Tribunal Populaire.

LA BOURGEOISIE ACCUSE LA FATALITE : "risques du dur mais exaltant métier de mineur" ! Elle fait faire une enquête par des gens à sa solde. Elle dit que l'enquête sera longue. En attendant, elle pourchasse ceux qui dénoncent le crime : pour empêcher un meeting au 19, elle envoie ses flics et jusqu'aux gosses des gardes dans les maisons pour reprendre les tracts.

LES REVISIONNISTES ATTENDENT LES RESULTATS DE L'ENQUETE OFFICIELLE. De toute façon, ils se contentent de demander une augmentation de la prime de risque : pour eux, c'est normal de mourir à la mine quand on est mineur. Plutôt que d'attaquer les vrais causes de la catastrophe, c'est-à-dire les patrons, ils préfèrent pourchasser à leurs côtés les militants du Secours Rouge qui dénoncent le crime par tract aux portes du 19. Le lendemain, quand 2 mineurs prennent la relève des étudiants, ils sont coincés : l'injure traditionnelle de fils à papa leur reste dans la gorge.

SI LES HOUILLERES SONT DES ASSASSINS, LES REVISIONNISTES SONT LEURS COMPLICES.

LA CLASSE OUVRIERE A DE LA MEMOIRE...



BERLIET : interview d'un militant marxiste-léniniste

Berliet Lyon-Vénissieux, depuis plus d'un mois, les grèves se succèdent, pour savoir ce qu'il en est exactement, nous avons interrogé un camarade de chez Berliet.

Question — Il y a de nombreux débrayages à Vénissieux, mais la presse bourgeoise et révisionniste en parle très peu, il faudrait que tu nous expliques un peu la situation.

— Bon. C'est vrai que depuis la fin avril et pendant tout le mois de mai les travailleurs de Berliet ont mené des luttes et continuent. Mais pour comprendre un peu ce qui se passe aujourd'hui, il faut revenir en arrière, au moins jusqu'en février. Fin février, les travailleurs de l'Ingersol (atelier de machine-transfert) engagent la lutte contre la détérioration des conditions de travail. Le mouvement a l'appui de tous les gars du secteur, qui déterminent eux-mêmes leurs revendications : prime d'insalubrité, 6 paires de bleus par an, échelon supérieur pour les règleurs. Ils déterminent aussi la forme d'action : la grève tournante, tout en se tenant prêt à durcir le mouvement.

Q. — Par rapport à ce mouvement, quelle est l'attitude des syndicats ?

— Ce qu'il y a de sûr, c'est que les syndicats n'avaient pas prévu le coup et n'y étaient pour rien ! En effet, quand les gars eurent déterminés leurs revendications et la forme de lutte, ils sont allés trouver un délégué C.G.T. pour qu'il les accompagne dans les discussions avec le chef d'atelier. Mais le délégué leur a répondu qu'il n'avait pas le temps de s'occuper d'eux (!) et que d'ailleurs il ne comprenait pas ce qu'ils voulaient (!). Sur ce, les ouvriers sont allés discuter avec le chef d'atelier, accompagné d'un délégué C.F.D.T. Les syndicats n'ont d'ailleurs pas eu à se casser la tête pour savoir ce qu'ils allaient faire, car au bout de 9 heures de grève, la direction, voulant éviter un développement du mouvement, a accordé satisfaction aux grévistes.

Q. — Quelles conclusions peux-tu tirer de cette grève ?

— Sans vouloir analyser à fond ce mouvement, on peut dire : que le mécontentement croissant des travailleurs s'est transformé en combatitivité et spontanément ils partent en grève prenant eux-mêmes en mains leurs problèmes. Cette grève de février a été importante à cause de sa forme, car c'est sur ce modèle que les luttes ont été déclenchées au mois de mai.

Q. — Mais après cette grève, est-ce que les syndicats ont donné une suite ?

Non, ils pensaient à autre chose. C'est à peu près à cette époque que les syndicats "unis" lancent leur campagne de revendication nationale pour la convention collective dans la métallurgie.

Q — Au niveau de la boîte, ça s'est passé comment ?

Comme à chaque fois, 90 % débrayent, mais seulement 10 % des gars vont aux meetings et manifs. Mais, déjà quelques ouvriers disent que les mini-grèves de 24 heures, ça ne sert à rien, et ne viennent pas travailler de la journée. Et brutalement, fin avril, les peintres des cabines camion arrêtent le travail. Ils posent des revendications propres à leur secteur qui portent sur les conditions de travail et la sécurité de l'emploi. Les gars en ont vraiment ras le bol des cadences qui augmentent, des mutations qui diminuent le salaire, des chefs qui font chier, de travailler dans la poussière, la chaleur et le bruit. Tout ça, c'est infernal. Ainsi, progressivement, ce type de mouvement se généralise. Un à un les secteurs débrayent inégalement. Certains (montage, moteur, peinture autobus, usinage bloc-cylindre) ont aujourd'hui plus de 270 heures de grève (ça fait plus d'un mois...) alors que d'autres n'ont pratiquement pas pris part aux luttes.

Q. — D'après ce que tu dis, il semble que l'exploitation déjà dure chez Berliet, devient encore plus féroce, et de plus, la sécurité de l'emploi est menacée. Est-ce que le fait du rachat de Berliet par Citroen y est pour quelque chose ?

— Ce qu'on appelle la "citroënisation" est assez compliqué et je ne possède pas sufffisamment d'éléments pour en parler complètement. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est que depuis un an, le processus de production des usines Berliet-Vénissieux est modifié par une modernisation et une décentralisation des ateliers de Vénissieux. Résultats :

— suppression de postes, ce qui entraine des mutations,

— déplacement de secteurs complets (les ponts à St Priest, les boîtes à Bouthéon...) qui visent à éparpiller les ouvriers de l'usine.

Conséquences :

— à St-Priest, une chaîne de montage sortait 7 ponts à l'heure. Après changement complet du personnel, la cadence a été fixée à 10 ponts à l'heure.

— l'atelier VL connu pour sa combativité est actuellement à l'arrière-garde des luttes. C'est encore un effet de la "réorganisation". En effet, c'est le secteur qui a subi les plus grosses transformations, les mutations sont inombrables. L'unité de cet atelier, ses traditions de lutte ont été détruites. Les travailleurs sont momentanément désemparés pour le plus grand profit du capital.

— l'apport de machines nouvelles, ou leur disposition plus "rationnelle" ont pour conséquence des cadences plus élevées. Le travail sur plusieurs machines se généralise, supprimant ainsi les temps morts.

Ainsi modernisation et décentralisation, pour la direction de Berliet, cela veut dire :

— intensification du travail, augmentation des cadences pour faire toujours plus de profit sur le dos des travailleurs.

— dispersion des ouvriers pour désamorcer leur combativité et les exploiter plus facilement.

Q. — C'est donc contre toutes ces mesures que les travailleurs luttent aujourd'hui ?

— Oui, face à l'exploitation sauvage du capital, les travailleurs réagissent spontanément, comme à l'ébarbage. Les ouvriers posent leurs revendications, chargent l'un des leurs de discuter avec le chef d'atelier, et rentrent chez eux en disant : "on reviendra quand on aura eu satisfaction". Dans tous les coins de l'usine, des grèves partent déclenchées spontanément à la base, la forme est déterminée sur le tas : grève illimitée, grève perlée, grève tournante, etc... Les ouvriers ne savent pas comment ça va tourner, mais une chose est certaine, d'une façon ou d'une autre, la lutte sera poursuivie.

Q. — Les grèves se déroulent donc secteur par secteur. Mais est-ce que les travailleurs sont pour une généralisation de la lutte sur toute l'usine ?

— Il y a plusieurs attitudes. Ceux qui mènent des luttes dures souhaitent que le conflit s'étende à toute l'entreprise et se durcisse comme chez Renault. Ils ne critiquent pas le syndicat dans son ensemble (qui est contre la généralisation du conflit), mais ils critiquent les délégués, et ont tendance à déborder le syndicat consciemment ou inconsciemment. C'est en fait eux qui décident de tout ce qu'il faut faire et le syndicat est obligé de suivre s'il ne veut pas les perdre.

Il y a ceux qui sont payés mais qui ne travaillent pratiquement pas à cause de l'arrêt de production de certains secteurs. Ils sont pour une aide financière aux secteurs de grève, mais contre une généralisation du conflit et sont encouragés en cela par le syndicat. Enfin, il y a ceux, (minoritaires mais qui tendent à se développer) qui sont écœurés par la manière dont se mène la lutte. Ils critiquent le syndicat, mais localement, entre eux, mais n'en sont pas encore à s'engager. Ils parlent d'incompétence, ou de trahison des syndicats : "les délégués sont achetés" (sic), "les syndicats ont autant peur que les patrons d'un nouveau mai 68".

Q. — Quelles sont les couches de la classe ouvrière qui sont à la pointe de la lutte ?

— Les ouvriers qui mènent le combat sont les ouvriers qui travaillent au "bonus" (*), principalement des OS et des OP1 (ouvrier professionnel). Les secteurs les plus durs sont composés de travailleurs immigrés (ébarbage), de jeunes (moteurs : moyenne d'âge 25 ans) et de plus vieux (cylindres : moyenne d'âge 45 ans). Nous nous posons d'ailleurs la question de savoir pourquoi les ouvriers entre ces 2 moyennes d'âge sont généralement moins combatifs. Peut-être parce que cette catégorie d'âge est le plus influencée par le révisionnisme ?

Q. — Est-ce que tu peux nous préciser les revendications mises en avant par les travailleurs ?

— Il est difficile d'exposer toutes les revendications des ouvriers, car elles sont posées secteur par secteur et sont donc un peu différentes les unes des autres. Mais on retrouve partout :

— une augmentation de salaire

— la garantie de salaire en cas de mutation.

Par rapport aux conditions de travail, les ouvriers demandent :

— des primes (insalubrité, pénibilité, salissement)

— des améliorations des conditions d'hygiène et de sécurité (douches, lavabos, essuie-mains, etc.).

On peut donc constater que s'il y a rupture avec le révisionnisme sur les formes de lutte, celui-ci n'est pas pour autant et loin de là, démasqué consciemment en tant qu'agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'augmentation des cadences provoque la dégradation de l'hygiène et de la sécurité, rend le travail plus pénible. Face à cela, les travailleurs demandent généralement soit une aération supplémentaire, soit une prime. C'est à dire des moyens pour réaliser les nouveaux temps. En fait, ce n'est pas la cause, l'intensification du travail qui est combattue, mais les conséquences qui en découlent, ce qui revient à aménager l'exploitation capitaliste. Le contenu des grèves, c'est en fait souvent, les mots d'ordre révisionnistes visant à demander des compensations sous forme de prime pour des efforts supplémentaires qui sont repris par les masses au cours des mouvements spontanés. C'est ça l'influence du révisionnisme, ramener toutes les revendications à des augmentations de salaires, à un aménagement du capital.

Q — On le savait déja, on le voit ici, Berliet c'est encore un fief des révisionnistes. Par rapport à ça, quelle est l'attitude du P.C.F. ?

— Sa discrétion est significative (2 ou 3 tracts depuis le début des luttes). La mairie révisionniste de Vénissieux ne s'occupe pratiquement pas des grévistes, exception faite d'un soutien financier Ses rares interventions se limitent à un soutien verbal : "les travailleurs luttent contre le Grand Capital" ..., et à réclamer que le pouvoir pratique honnêtement la collaboration de classe. Son "grand souci", c'est la perte de production subie par Berliet. En fait, le P.C.F. se retranche derrière la C.G.T. pour propager ses idées.

Par contre, il est très ferme lorsqu'il attaque les "gauchistes" , contre lesquels il mobilise les jeunes travailleurs, toujours sous couvert de la C.G.T. Quant à l'Humanité réviso, il faut vraiment bien l'éplucher pour trouver quelques articles sur Berliet. C'est le boycott complet !

Q. — Peux-tu nous préciser le rôle de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ?

— Visiblement les syndicats ont peur d'un second Renault. Dans les meetings, 2 thèmes sont développés :

— les attaques violentes contre les gauchistes, de la part des délégués C.G.T.

— démontrer par n'importe quels moyens qu'il ne faut pas que le conflit se généralise : "Nous occuperons seulement en cas de lock-out".

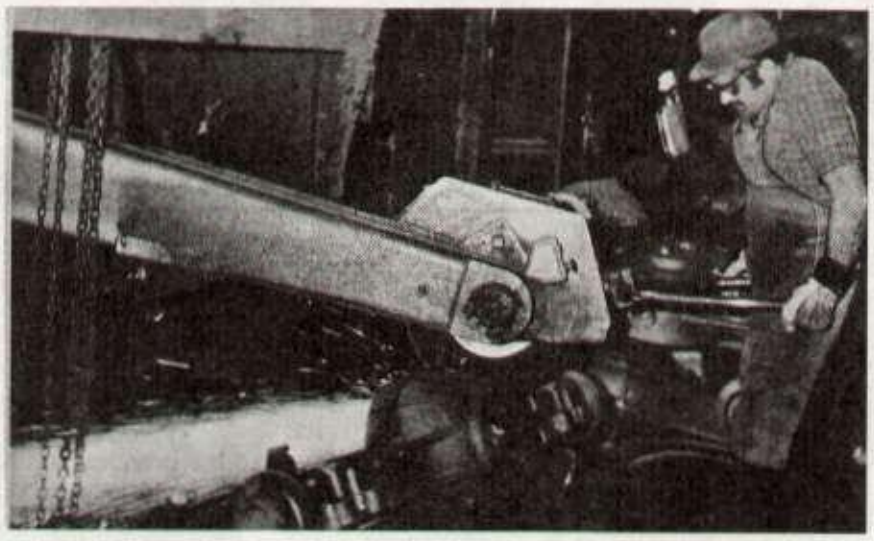
Dans un premier temps, la C.G.T. a empêché la fonderie de se mettre en grève. Sans succès ! Elle a ensuite essayé de faire reprendre le travail, sans aucune satisfaction des revendications, à l'atelier de l'usinage des blocs, prétextant qu'il n'était pas intéressant de maintenir la grève dans cet atelier. Le refus de la base, pourtant composé d'ouvriers dont la moyenne d'âge est d'environ 45 ans, syndiqués à 90 % à la C.G.T., avec une forte proportion d'adhérents au P.C.F., ce refus a été catégorique. Ce secteur est actuellement à la pointe du combat.

La tactique des syndicats s'est alors transformée, ils ne sont plus ouvertement contre les grèves. Lorsqu'une action se déclenche, ils suivent , ils sont là pour mettre les revendications des travailleurs sur leurs tracts ! Chacun s'exprime, c'est la démocratie ! Ils sont encore là pour négocier avec les chefs de bâtiment. Pour ce qui est de "l'unité syndicale", c'est une unité de façade. Car C.G.T. et C.F.D.T. n'arrêtent pas de se tirer dans les pattes. Les contradictions sont vives. La C.F.D.T. est aussi contre la généralisation de la grève, car si dans une grève secteur par secteur, elle peut avoir de l'influence sur des secteurs entiers, dans un conflit généralisé elle perdrait toute son influence, elle serait minoritaire.

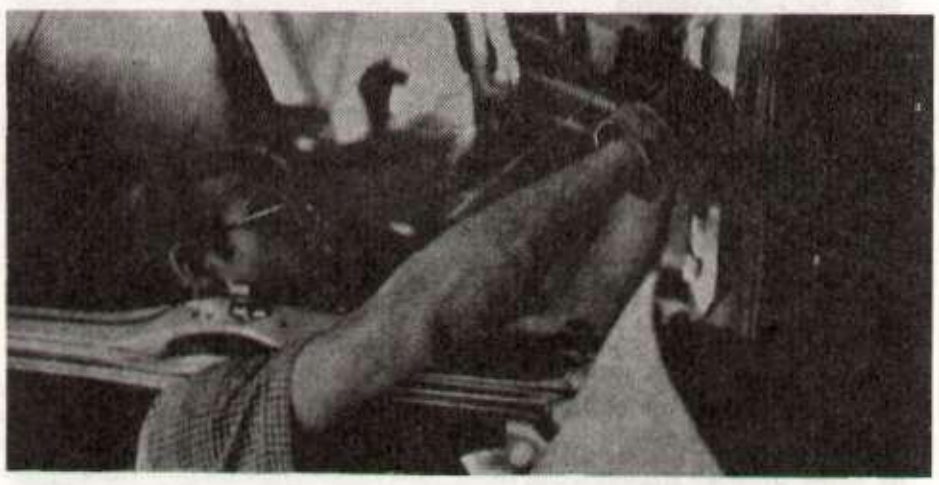
Q. — La lutte n'est donc pas généralisée à toute l'usine, mais de nombreux secteurs sont quand même en grève et la production doit-être pas mal diminuée. Par rapport à ça, que fait la direction ?

— Oui, la production a fortement baissé et est complètement désorganisé. Il sort à peu près 10 véhicules par jour, alors que la production normale est de 120 par jour ! Mais malgré ces pertes énormes, aucun travailleur n'est en chômage technique, c'est à dire que contrairement à son habitude, le patron n'a jusque là, pas lock-outé l'usine.

La seule mesure répressive après



L'atelier d'ébarbage



15 jours de grève a été le vidage des intérimaires, ce qui a libéré un certain nombre de postes. De cette façon, les ouvriers non grévistes, qui n'avaient plus de travail, à cause de l'arrêt du secteur approvisionnement, ont été déplacés dans les secteurs où la production pouvait être maintenue.

Pour ce qui est des revendications des travailleurs, la direction a satisfait certains secteurs (peintre camion, habillage cabine). Alors que d'autres secteurs dont les revendications ne se distinguent guère de celles-ci, n'ont rien eu. Ou encore, au montage moteur, la direction a accepté de lâcher des augmentations en échange d'une production accrue. Mais les travailleurs ont refusé.

En donnant à certains et en réprimant les autres, la direction de Berliet cherche à diviser les ouvriers, bien consciente qu'après 270 heures de grève, les problèmes financiers deviennent importants pour les travailleurs. Cette tactique de pourrissement des luttes coûte cher à Berliet. Toutefois les stocks de pièces sont très importants et si le montage peut travailler pendant les vacances avec des intérimaires par exemple, la perte sera vite récupérée. Et ce qui coûte cher maintenant, peut à long terme, se révéler payant pour la direction.

Q. — On a parlé tout à l'heure du P.C.F. et des syndicats qui ne ménageaient pas leurs efforts pour attaquer les "gauchistes". Peux-tu nous dire ce qu'est le "mouvement révolutionnaire" sur Berliet, et comment réagissent les ouvriers ?

— Pour ce qui est du mouvement révolutionnaire, il faut remonter à décembre pour analyser son activité. A cette date la Cause du Peuple publie un article sur Berliet, dans lequel est montré que les ouvriers font ce qu'ils veulent (jouent aux cartes, aux boules), que c'est eux qui déterminent les cadences. En bref, le peuple a le pouvoir !

Résultats : le P.C.F. bondit sur l'aubaine et propage lui-même cet article avec ce commentaire :

"Les cadences augmentent, c'est de la faute des gauchistes qui disent dans leurs journaux que les ouvriers ne foutent rien. La réaction des ouvriers ne s'est pas faite attendre, lorsque la CdP a voulu diffuser, elle s'est fait casser la gueule.

La propagande sur Berliet (de la GP ou des trotskystes) consiste à s'extasier devant la combativité de la classe ouvrière en disant : "il faut faire comme chez Renault".

A partir de cette date, pendant la pose de midi, les jeunes se rendent sur le marché pour y faire la chasse aux gauchistes. Au mois de Mai, la CdP veut diffuser son numéro spécial Renault à 5 heures du matin. Elle est prise à partie par les premiers travailleurs arrivant dans l'usine (et pourtant les bonzes du P.C.F. et de la C.G.T. dorment à cette heure-là). 3 heures après se tient un meeting dans l'usine où la C.G.T. avec l'appui de la C.F.D.T. annoncent la mise en place des mêmes organisations qu'au Mans, les groupes d'ouvriers anti-gauchistes et dénoncent les gauchistes.

Ainsi la dégénérescence et la faillite du mouvement révolutionnaire petit bourgeois offre des arguments de choix sur lesquels les révisos s'appuient afin de détourner les travailleurs de leur cible : le renversement de la bourgeoisie.

Et chez Berliet, les jeunes travailleurs sont à la pointe du combat contre les gauchistes. Pour eux, ils apparaissent objectivement comme des provocateurs. Les jeunes ouvriers sont persuadés qu'en luttant contre les gauchistes, c'est contre le pouvoir qu'ils luttent.

Q. — Par rapport à tout ce que tu viens de nous dire, quelle est la tâche des marxistes-léninistes ?

Je pense que dans cette situation, prendre la tête des luttes est complètement illusoire.

La tâche à l'heure actuelle, des marxistes-léninistes, est de faire l'enquête, une enquête scientifique, marxiste-léniniste sur l'usine. C'est une des premières étapes nécessaires pour bien connaître la réalité.

A partir de là, en tirant les enseignements à l'aide du marxisme-léninisme, nous saurons mieux orienté, dirigé notre propagande vers les travailleurs de chez Berliet. Nous saurons mieux, en les arrachant à l'influence révisionniste, gagner les travailleurs à la révolution prolétarienne.

USINOR - DUNKERQUE

USINOR : le trust "filiale" du groupe financier (holding) Denain-Nord-Est-Longwy, une des deux familles françaises de l'acier. Se partage à égalité avec de Wendel la production française d'acier.

7 usines Usinor ; tout le trust se réorganise en fonction d'Usinor-Dunkerque. D'où fermeture progressive des autres usines. Seules resteront les quelques unes où l'on fera ce qu'Usinor-Dunkerque ne peut pas faire (diversification de la production). Usinor-Dunkerque assurera en 1975, le quart de la production française d'acier (8 millions de tonnes).

Usinor-Dunkerque : bâtie en bord de mer pour réduire au maximum le coût des matières premières et être ainsi compétitif sur le marché de l'acier :

— exploitation des peuples opprimés (minerai de Mauritanie, du Brésil)

— réduire les coûts de transport en profitant des matières premières à meilleur marché (charbon US soviétique, polonais, moins cher que le charbon du Nord, coût de transport compris)

— rationalisation par la modernisation : le processus de production est complet ; toutes les opérations depuis le déchargement des bateaux jusqu'au stockage des bobines d'acier s'effectuent dans l'enceinte, mécanisation poussée à l'extrême, notamment à l'aciérie.

Les ouvriers : en service depuis 1962, Usinor

— a fait déplacer des gars des mines chassés par la fermeture des puits, et des travailleurs algériens et anciens harkis (20 %).

— a drainé toute la campagne environnante comprise entre St-Omer, Calais et la côte et même jusqu'à Lille.

Le service mouvement : Le travail consiste à acheminer par wagon locotracté tous les produits qui passent d'une phase de la production à une autre. Les ouvriers passent leurs huit heures dehors, quel que soit le temps, à s'affairer autour des wagons. Le travail s'est accéléré avec l'augmentation de la capacité de production du haut-fourneau ; du coup, les accidents graves se multiplient. Une nuée de gardes chiourmes, anciens gradés de l'armée, harcèlent les ouvriers, à coups de lettres d'avertissement et de déclassifications. Salaire : 110 000 francs par mois en 4/8.

LE DEROULEMENT DE LA LUTTE

(informations reçues le 5 juin)

Du 19 février au 8 mai : grèves sporadiques au service mouvement pour exiger 1/2 classe (15 centimes) de plus ; la direction accorde des augmentations individuelles "oubliant" 40 gars sur 350. La manœuvre de division échoue : riposte d'ensemble du service par une grève tournante qui fait prendre aux trains SNCF des huit heures de retard.

Du 18 au 20 mai : la direction sanctionne : quatre lettres d'avertissement à 4 aiguilleurs pour "action concertée visant à désorganiser la production".
La riposte ouvrière est vive ; grève avec occupation ; les travailleurs, les plus décidés se couchent sur les voies pour empêcher la circulation des locotracteurs, récupèrent les locos encore en circulation. Quand la direction et la maîtrise leur foncent dessus en loco, ils l'arrêtent avec des traverses sur la voie. Ils s'opposent à l'évacuation de lingots par camions, en bloquant la porte avec des bulldozers.

Du 20 mai au 2 juin : la direction lock-oute progressivement tout le reste de l'usine, fait enlever les grilles par peur d'une occupation dure qui empêcherait les travaux d'agrandissement en cours ; lettre de menace aux grévistes, insistant sur "la protection de l'outil de travail".

Du 2 au 5 juin : tentative d'organisation d'un vote par les syndicats fascistes CFT et CFTC. Tentative d'un commando de la maîtrise pour s'emparer de trois locos et remettre en route un haut-fourneau afin de faire s'effilocher la grève. Plainte et condamnation pour "occupation illégale" de trois travailleurs, après l'échec de cette manœuvre, menace d'intervention de la police.

L'attitude des syndicats (principalement CGT)

Ils interviennent le 20 mai, pour faire vider le haut fourneau n° 1 par une "équipe de sécurité", permettant à la direction de l'arrêter et de voir venir.

Ils oublient dans les "négociations" les revendications du mouvement, faisant de la levée des sanctions et du paiement des heures de grève et de lock-out le but principal de l'action.

Ils n'organisent pas la riposte de masse au lock-out (sinon par des meetings démobilisateurs) : d'où facilité de provocation contre un piquet de grève plutôt maigre, et démobilisation des gars qui restent chez eux. Aucune mobilisation pour le procès, permettant un jugement dur.

Remarquons que certains délégués CGT du service mouvement sont pourtant à la pointe de la lutte (deux parmi les quatre condamnés).

COMME CHEZ RENAULT !

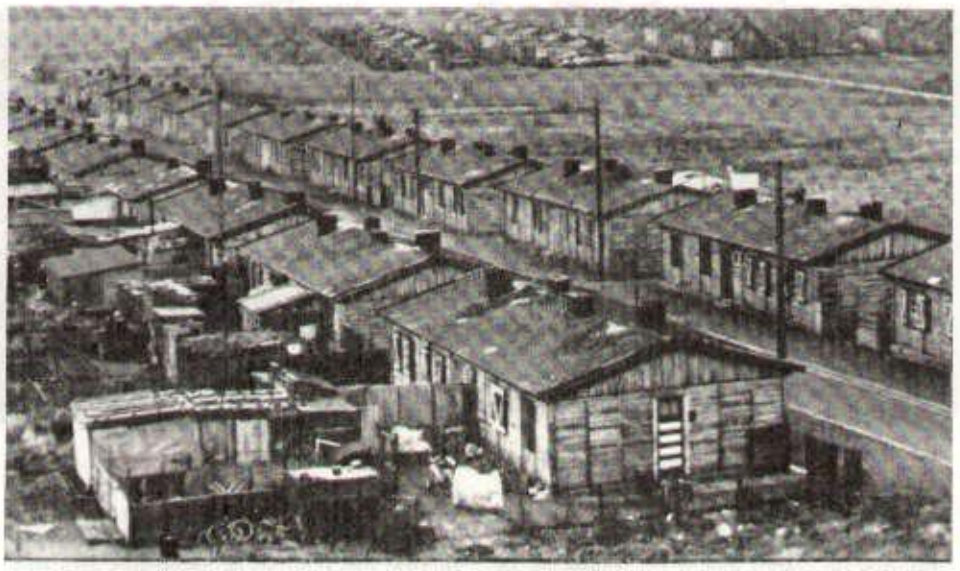
La ressemblance entre le mouvement de Renault et celui d'Usinor est frappante : elle démontre clairement que le patronat et les révisionnistes, confrontés à des mouvements de même nature, adoptent une attitude selon un plan bien précis.

Comme chez Renault, c'est le secteur de l'usine où les conditions de travail sont les plus dures qui part en lutte, et dans une lutte dure, sans craindre de mettre en danger les moyens de production, propriété du patron.

Comme chez Renault, la direction adopte une attitude intransigeante, allant même ici jusqu'à des sanctions, provocations et jusqu'au recours à la justice et à la police bourgeoises : il s'agit de mater le secteur le plus combattif de l'usine, afin d'assurer la "paix sociale". La tactique de division entre grévistes et lock-outés est également la même.

Pour ce qui est des révisionnistes, dans les deux cas ils recourent également à la même tactique : enterrement des revendications en entrant dans le jeu du lock-out patronal qui ne vise pas à autre chose Démobilisation par le pourrissement de la grève. Même hystérie anti-"gauchiste", également : dénonciation comme "minoritaire, aventuriste et inconsidérée" de la tactique d'occupation préconisée par un tract émanant du PCMLF.

Mais la coalition de la bourgeoisie et des révisionnistes à son service n'empêchera pas la classe ouvrière de s'emparer du marxisme-léninisme, de balayer le PCF et de prendre le pouvoir.



SNCF : Encore un coup dur pour les Contrats de Progrès

Les grèves en cours à la SNCF sont parties sur la question des augmentations de prix galopantes qui réduisent à néant les "contrats" signés par les syndicats voici quelques mois. Dès leur signature, il était clair pour qui voulait bien ouvrir les yeux qu'ils ne garantissaient rien que la misère, aux cheminots au nom de qui ils étaient signés. La fameuse "clause de sauvegarde", prévoyant des réajustements "au cas où les prix augmenteraient de plus de 4 %" était de toute évidence un trompe couillon : d'une part parce qu'elle était calculée sur les fameux "indices" que le patronat et le gouvernement à son service manipulent à leur gré, d'autre part, elle ne tenait bien entendu aucun compte du rythme de l'augmentation des prix : il fallait attendre que l'augmentation officielle ait atteint le seuil de 4 % pour que les salaires veuillent bien suivre.

M. Séguy a eu le culot de déclarer à ce sujet que les cheminots "avaient l'impression d'avoir été trompés". Oui, M. Séguy, ils ont été trompés ! Ils ont été trompés par ceux qui ont signé l'accord en cherchant à leur faire prendre des vessies pour des lanternes, en leur présentant la chose comme "une grande victoire arrachée par la négociation", comme "une garantie de l'augmentation du pouvoir d'achat." Les cheminots ont été trompés, et le trompeur, c'était vous M. Séguy !

Aujourd'hui, ils témoignent par la lutte que l'Etat-patron ne lâche jamais rien de lui-même, sinon des illusions. Et s'ils trouvent l'intransigeance en face d'eux, le refus de lâcher quoi que ce soit, c'est à vous qu'ils doivent s'en prendre. A vous qui avez signé ce fameux contrat derrière lequel la direction se retranche aujourd'hui. A vous qui, dès maintenant, faites le matamore en promettant que ça va chauffer... à la rentrée ! alors que les cheminots sont en lutte aujourd'hui. A vous qui vous apprêtez à sauver du naufrage ces fameux contrats qui vous tiennent autant à cœur qu'à la direction, comme vous l'avez déjà fait chez Renault.

A vous, qui devrez bien un jour, rendre des comptes. *Le 15 juin 1971*

MORT A L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

LES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Les heures dorées du colonialisme se sont écoulées, le temps du colonialisme au grand jour, de l'exploitation sans vergogne des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine est sur le point de finir. De tout temps, les peuples opprimés ont opposé une résistance farouche aux envahisseurs ; mais depuis le 19e siècle où quelques milliers de soldats supplémentaires suffisaient pour étouffer la révolte, bien des choses ont changé. Les peuples opprimés ont découvert le marxisme, les théories de Mao-Tsé-Toung sur la guerre populaire, ils sont sortis de leur isolement et bénéficient du soutien des pays socialistes, des peuples et des pays progressistes du monde entier.

L'impérialisme français a mis du temps à le comprendre, et aujourd'hui pour sauvegarder l'essentiel de ses intérêts dans les pays opprimés, il est obligé d'assouplir et de changer de tactique suivant la force de la révolte populaire. C'est ainsi qu'aujourd'hui, l'impérialisme français apparait sous trois apsects différents : le colonialisme traditionnel, l'exploitation par fantoche interposé, la participation active au concert impérialiste mondial.

LE COLONIALISME TRADITIONNEL

Le colonialisme français a réussi contre vents et marées à se maintenir dans un certain nombre de pays (les Antilles, la Réunion, Djibouti...). Les formes de domination n'ont pas changé dans le fond : les représentants du gouvernement français dirigent tout, et ils répriment sauvagement toute opposition. Simplement, pour faire taire la bonne conscience de l'élite locale, on n'appelle plus ça "colonie", mais "département français d'Outre-mer", ça fait plus démocratique ! Quant aux objectifs, ils ne sont plus tout à fait les mêmes : autrefois, il s'agissait d'exploiter au maximum les richesses naturelles du pays ; si c'est toujours vrai en Nouvelle Calédonie (principal producteur de nickel), ça ne l'est plus tellement aux Antilles et à la Réunion que le capitalisme français utilise de plus en plus comme réserve de main d'œuvre immigrée.

L'EXPLOITATION PAR FANTOCHE INTERPOSE

Dans certains endroits et ça a été le cas en Afrique, l'administration coloniale était tellement déconsidérée que, même sous le masque de départementalisation, elle ne pouvait plus tenir. De Gaulle a proposé l'autodétermination. Mais auparavant, il avait pris ses précautions, il avait formé une équipe locale de remplacement dévouée, l'avait mise en avant, auréolée de la réputation de nationalisme... il ne restait plus qu'à laisser agir la démocratie du référendum ! Ce sont aujourd'hui : les Tsiranana à Madagascar, les Houphoüet-Boigny en Côte d'Ivoire, etc... Grâce à eux, tout peut continuer comme avant, avec à peine moins de bénéfice pour les sociétés françaises.

PARTICIPATION ACTIVE AU CONCERT IMPERIALISTE MONDIAL

Aujourd'hui, les temps sont durs pour les principaux pays impérialistes. La part du gâteau se restreint et entre les grands, la lutte est dure pour conserver leurs terrains de chasse réservée. Mais en même temps, ils sont souvent obligés de faire passer leurs intérêts particuliers au second plan, de s'entendre entre eux pour réserver tous leurs coups aux forces populaires. Ainsi, en Afrique, impérialisme français et américain se livrent à une compétition serrée, la France considérant l'Afrique comme une chasse gardée. Mais, dans le même temps, en Afrique du Sud où la France veut s'implanter sérieusement, elle prête main forte au Portugal et au régime raciste de Prétoria dans la lutte qu'ils mènent contre les forces de libération nationale.

LES FASCISTES D'AFRIQUE DU SUD ET LES IMPERIALISTES FRANÇAIS MAIN DANS LA MAIN

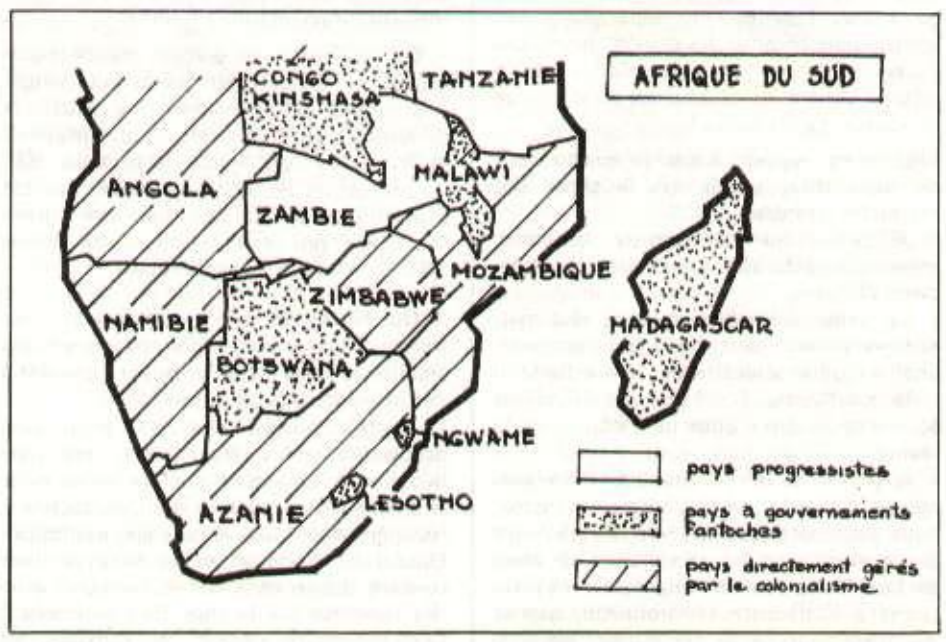
En Azanie, (Afrique du Sud) le régime fasciste du Dr Vorster à Prétoria a depuis longtemps fait du racisme, sa doctrine officielle, et la source de ses bénéfices. 3 millions de blancs vivent du travail de 16 millions de noirs. Les noirs n'ont aucun droit, ni aucune liberté ; à 18 ans, ils sont arrachés à leur famille et ne sont plus qu'une force de travail : parqués dans des conditions misérables, sans possibilités de se déplacer, ils sont soumis à des horaires et à des conditions de travail intenables. Les patrons les exploitent au-delà des capacités humaines de résistance. C'est ce système qui permet au capitalisme sud africain de faire des supers bénéfices exceptionnels.

Tout ceci n'a qu'un temps. Déjà en 1960, une révolte avait été noyée dans le sang à Sharpeville, et depuis la lutte du peuple azanien n'a pas cessé. Tous les gouvernements africains ont condamné la politique raciste de Prétoria. Même l'ONU a été obligée en 1962 de condamner publiquement l'"apartheid" (ségrégation) en Afrique du Sud : elle a voté une résolution réclamant l'embargo sur les livraisons d'armes à Prétoria.

Comme toutes les résolutions de l'ONU qui touchent aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme, celle-ci est restée lettre morte. C'est que l'impérialisme a tout intérêt à maintenir un régime colonialiste à Prétoria. Cette région du monde a une importance stratégique mondiale. En Afrique même, il s'agit d'une base blanche de l'impérialisme, base arrière pour les colonialistes portugais qui maintiennent encore des colonies en Angola et en Mozambique, base d'agression en direction des régimes progressistes africains voisins (en particulier la Zambie et la Tanzanie). Cette "ceinture blanche" est aussi la gardienne des immenses richesses minières que recèle le Sud du Congo Kinshasa, dans le bassin katanguais. Actuellement, c'est par l'Angola (Benguela) que transite le cuivre katanguais — l'ouverture d'une voie ferrée zambo-tanzanienne avec l'aide de la République Populaire de Chine, contribuera à changer cette situation —. L'importance stratégique de l'Afrique australe s'explique également du fait qu'il s'agit d'une des portes de l'Océan indien, terrain de manœuvre de l'impérialisme américain, d'où il peut surveiller l'Asie du Sud-est (Indochine, Inde, Pakistan) et le Moyen-Orient (Palestine, Golfe Arabique), les principaux fronts de lutte de la zone des tempêtes. On comprend dans ces conditions que les pays impérialistes n'aient pas accepté le blocus de Prétoria. Le Portugal a été tout content d'accueillir des capitaux d'Afrique du Sud pour construire une centrale électrique en Mozambique à Calsera-Bassa. Quant à la France, elle est le principal fournisseur d'armes de Prétoria : ce sont des mirages, des alouettes et des EBR Panhard qui servent à réprimer le peuple azanien.

Aujourd'hui, la logique même du capitalisme contraint le régime de Prétoria à un nouveau choix : à un certain stade de développement, le capitalisme a besoin de marchés pour écouler ses marchandises. Prétoria a deux possibilités, ou bien ouvrir le marché intérieur noir (ce qui voudrait dire supprimer le système de l'"apartheid"), ou bien rechercher des marchés au-delà des frontières, c'est à dire, en priorité en Afrique (ce qui voudrait dire rompre l'isolement avec les gouvernements africains). C'est cette deuxième voie qu'a choisie Prétoria : elle s'est d'abord tournée vers les régimes voisins et colonialistes du Portugal en Angola et en Mozambique, et de Salisbury (régime raciste qui occupe la Zimbabwe). Mais ce n'est pas suffisant, et c'est encore là qu'est intervenu l'impérialisme français, très influent auprès de certains gouvernements africains. La France a d'abord permis à Tsiranana d'ouvrir Madagascar aux produits de Prétoria : un accord commercial a été signé l'année dernière. Pour aller encore plus loin, il fallait briser le réflexe anti-ségrégationniste des autres pays africains. C'est encore un fantoche de l'impérialisme français Houphoüet-Boigny, Président de la Côte d'Ivoire, qui a ouvert le feu en déclarant que l'ouverture et le dialogue avec Prétoria favoriseraient le dialogue entre blancs et noirs en Afrique du Sud. C'est dire le blanc pour le noir, car au contraire, l'ouverture de Prétoria sur les pays africains est la seule issue qui lui permettra d'exploiter comme avant les noirs azaniens.

Ces nouvelles manœuvres, dirigées en sous-main par l'impérialisme français, donnent un sursis au régime de Prétoria. Mais elles éclaircissent la ligne de démarcation entre la réaction et la révolution en Afrique : d'un côté les peuples opprimés, les révolutionnaires et les régimes progressistes qui continuent à condamner Prétoria ; de l'autre, l'impérialisme, les racistes et les gouvernements fantoches qui se sont ainsi alors démasqués aux yeux de leurs peuples.



ANTILLES : MESSMER ASSASSIN

Gérard NOUVET est mort pour l'indépendance

Bien avant le voyage de Messmer, la lutte des classes faisait rage aux Antilles. A la Guadeloupe, la grève des ouvriers agricoles dirigée par l'UTA s'était heurtée à tout l'appareil colonial répressif . En pleine grève, **Charles Balagne** secrétaire général de l'UTA meurt fauché par une voiture. Le 25 février, les ouvriers du bâtiment rentrent en grève à leur tour : ils réclament une augmentation de 40 % (pour que leur salaire arrive au même niveau que celui des fonctionnaires).

Les garde-chiourmes de l'impérialisme français

La visite de Messmer a été l'occasion de violentes manifestations, surtout à la Martinique. Le 13 mai, 9 000 manifestants l'attendent de pied ferme à Fort de France : 4 heures de combat. C'est au cours de l'après-midi du 13 qu'un gendarme a assassiné le jeune lycéen **Gérard Nouvet** (17 ans) d'une grenade tirée à bout portant dans la tête. Du 13 au 16, pendant 3 jours et 3 nuits de combat ininterrompu, les martiniquais ont fait payer cher aux gendarmes la mort de Gérard. Un fait caractérise bien la cible de ces manifestations : le 13, les manifestants mettent le feu au siège du BUMIDOM (Bureau pour les Migrations Intéressant les Départements Outre-Mer). Le BUMIDOM a été créé par les colonialistes pour organiser le chômage dans les Antilles et forcer ainsi les antillais à s'expatrier en France pour y servir de main d'œuvre à bon marché.

Au cours de ces journées, les positions se sont clarifiées, chacun a choisi son camp : d'un côté les ennemis des peuples antillais, de l'autre leurs amis. **Dans le camp des ennemis**, aux côtés du pouvoir colonial : les révisionnistes. Depuis longtemps, ils refusent une véritable indépendance pour les Antilles et proposent une autonomie dont le seul bénéficiaire sera la France coloniale ; aujourd'hui, ils s'opposent ouvertement aux patriotes antillais. Le représentant local des révisionnistes en Guadeloupe, le P."C".G.a d'abord lancé une vaste campagne de calomnies contre les patriotes en les traitant de fascistes, puis ils ont été jusqu'à payer des nervis pour combattre les forces populaires : Génies, adjoint au maire réviso de Pointe-à-Pitre, s'est particulièrement illustré dans ce genre d'affaire.

Aux côtés des peuples antillais, il y a les révolutionnaires. A Paris, le 29 mai, une manifestation à laquelle appelaient les organisations de travailleurs et d'étudiants antillais, ainsi que notre journal, et d'autres anti-impérialistes, rassemblait les révolutionnaires français et immigrés, solidaires de leurs camarades antillais. C'est au cours de cette manifestation que les flics ont sauvagement réprimé le journaliste Jaubert. La campagne Jaubert, reprise par la presse de tous bords, a complètement laissé dans l'ombre les objectifs politiques de cette manifestation, et ceci jusque dans la presse révolutionnaire. Les journalistes libéraux auraient-ils plus de poids pour la révolution, que les travailleurs immigrés ? En signant le manifeste pour Jaubert, Aimé Césaire, complice des révisionnistes et du pouvoir en Martinique contre les forces populaires, aurait-il changé de camp, approuverait-il la manifestation de soutien à ceux qu'il combat à Fort-de-France ? Attention, ne perdons pas de vue nos tâches fondamentales.

Le soutien aux luttes anti-impérialistes est une des tâches de tout révolutionnaire, et cette tâche devient encore plus importante quand il s'agit de lutter contre l'impérialisme de notre pays, et quand la présence en France, à nos côtés, de travailleurs immigrés antillais, nous permet de manifester concrètement et quotidiennement ce soutien.

Les peuples opprimés par l'impérialisme français ne doivent plus rester isolés ; il ne doit plus y avoir en France, de 17 octobre 1961, où les immigrés algériens se sont retrouvés seuls face à une répression sauvage.

LE PEUPLE MALGACHE BALAYERA L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET SON FANTOCHE TSIRANANA !

Madagascar, la perle de l'Océan indien, est surtout une perle pour l'impérialisme français 10 ans après l'"indépendance", les français sont encore présents partout : 100 000 ressortissants français (gros propriétaires terriens, "coopérants" etc...), 3500 militaires, une base navale à Diego-Suarez, les richesses du pays (riz, café, sucre, uranium...) aux mains des compagnies françaises, l'armée et la police encadrées par des officiers français. Et pourtant, l'histoire de la lutte du peuple malgache contre le colonialisme français est sanglante : de 1896 à 1915, 13 ans de lutte armée populaire ; de 1917 à 1942, 25 ans de lutte pour l'égalité, la liberté, et la justice sociale ; en 1947, une insurrection armée réprimée au prix de 100 000 morts et qui permet aux français de liquider le MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache), principal parti nationaliste ; et enfin lutte pour l'indépendance après 1947.

Le 1er avril dernier, soit 24 ans, jour pour jour, après l'insurrection de 1947, une vaste révolte populaire éclate dans le sud de l'île. Cette fois-ci, l'adversaire n'est plus l'administration coloniale, mais l'administration fantoche de Tsiranana qui a pris sa place. D'après les informations recueillies, il s'agit d'une insurrection paysanne spontanée. Vis à vis des paysans, l'administration fantoche se conduit exactement comme l'administration coloniale : les terres les plus riches sont réquisitionnées au profit des grands domaines des sociétés étrangères, les impôts sont très lourds, la moindre chose est prétexte à brimades. Le mécontentement s'accumulait depuis longtemps, il a éclaté le 1er avril.

En quelques jours, le mouvement a été réprimé par Tsiranana, avec l'aide de son protecteur français : ce sont des avions français qui ont transporté sur place les forces de répression. L'insurrection de 1947 avait été le prétexte d'une vaste répression contre le mouvement nationaliste, l'insurrection du 1er avril a été utilisée de la même façon par Tsiranana. Il a d'abord dissous le MONIMA (en malgache : Madagascar aux malgaches), un parti nationaliste, anti-impérialiste, largement implanté parmi les paysans et dans lequel militaient de nombreux marxistes-léninistes et révolutionnaires malgaches. Les liquidations physiques et les arrestations sont très nombreuses, on parle de 1000 morts : l'insurrection a été d'abord l'occasion de liquider le mouvement patriotique et révolutionnaire. Le tout s'est accompagné d'une vaste campagne anti-communiste, dirigée contre la Chine Populaire, accusée d'avoir inspiré les troubles.

Pour un temps, la réaction a repris le dessus, mais son pouvoir est fortement ébranlé. L'insurrection paysanne ouvre la voie à la guerre populaire. C'est une nouvelle étape dans les luttes de libération nationale en Afrique, celle où la lutte n'est plus dirigée contre une puissance coloniale mais contre ses fantoches locaux, dont le peuple malgache a compris la vraie nature. D'autres l'ont compris aussi : l'impérialisme français, dont la première mesure a été d'envoyer sur place Bigeard, le spécialiste de la guerre antiguerrilla, tristement célèbre en Indochine et en Algérie.

LE PERIL "JEUNE"

Depuis quelques mois, les assassinats de jeunes se multiplient. On en parle beaucoup ou peu. Qu'ils soient manqués ou réussis, l'intention est toujours la même : chasser le jeune, tirer, tuer.

En apparence, la bourgeoisie s'inquiète, verse une larme humanitaire. Elle ressort les couplets bien connus sur "l'enfer des univers concentrationnaires", "les jeunes mal préparés à devenir des adultes", les "conflits de génération"... En réalité, elle excuse les assassins, elle accuse les jeunes. Elle accuse les jeunes de ne pas vouloir accepter n'importe quel boulot dégueulasse avec un CAP en poche. Elle accuse les jeunes de trainer dans la rue parce qu'il n'y a rien d'autre pour se distraire, sinon 2 cafés, un cinéma et un petit club pour 8 000 jeunes comme à la Courneuve. Elle accuse les jeunes de se rebeller contre les contrôles incessants des flics pour un oui et pour un non, et la plupart du temps sans aucun prétexte. Elle excuse les assassins au nom de leur peur des jeunes. C'est cette peur qui les fait dégainer pour un rien. Le patron trouillard du Narval avait dans son tiroir-caisse un 22 long-rifle, un nerf de bœuf et un pistolet d'alarme ; le boulanger de Sceaux n'a pas tremblé pour tirer : Jean-Pierre a du subir l'ablation de la rate et a reçu 47 plombs de chasse dans le poumon gauche. Peu importe, elle les excuse si bien que le patron du Narval a été remis en liberté, le boulanger de Sceaux n'a même pas été inquiété alors qu'un des camarades de la victime est en tôle pour avoir refusé de se soumettre à un contrôle de flics.

Tout cela, ce n'est pas le monde à l'envers, c'est au contraire la logique réactionnaire de la bourgeoisie. En mai 68, la bourgeoisie a senti que ça branlait dans le manche. Elle a voulu étouffer la révolte dans l'œuf. Elle s'est attaquée aux militants et aux organisations révolutionnaires. Elle a fait donner ses flics et sa justice. Quand elle a vu que les révolutionnaires ne se laissaient pas intimider, que les idées révolutionnaires gagnaient du terrain, elle a franchi un degré dans l'escalade : de la garde à vue on est passé à la détention préventive, du contrôle d'identité au passage à tabac, de la prison avec sursis à la prison ferme, toujours sur du vent et jamais sur des preuves. Elle a en même temps utilisé pour les sales besognes qu'elle n'osait pas ouvertement faire, les fascistes des SAC, CDR et autres bandes armées. Elle a utilisé l'autre corde de son arc : les hitlériens d'Ordre Nouveau. En les condamnant verbalement, elle s'en est servi comme d'un repoussoir en disant "ce sont eux les fascistes et pas nous" ; en même temps, comme au meeting du Palais des Sports, elle les a utilisés pour "casser du gauchiste".

Elle a plus clairement désigné la cible : les militants révolutionnaires, mais aussi tous ceux qui sont prêts à transformer le monde, les jeunes à qui le monde appartien, les immigrés, les OS tellement exploités qu'ils n'ont plus rien à perdre. C'est contre eux tout à la fois que la bourgeoisie utilise son arsenal répressif et sa presse qui a pour tâche de justifier la répression en lançant de grandes campagnes d'intoxication. Et si tout cela ne marche pas, que le population n'accepte plus, le pouvoir ne recule pas devant la provocation style "pillage du quartier latin". Quelques vrais flics déguisés en faux gauchistes et en vrais pillards sont envoyés dans la rue pour faire la démonstration que ce n'est pas la présence de la police en uniforme qui provoque les troubles et que, donc la police a une mission juste à remplir, qu'elle est indispensable ! Il est vrai qu'après les tentatives d'assassinat contre des militants du PCMLF à Firminy, contre Richard Deshayes, après les assassainats de Thévenin et Augier dans les commissariats, après l'affaire Jaubert, les ratonnades de travailleurs algériens, la police avait bien besoin de faire redorer son blason !

Car, en fin de compte, ce qu'il faut au pouvoir, c'est le soutien de la population (et pour cela, il ne recule devant aucun moyen), mais plus encore, c'est la participation du "citoyen moyen" à la répression et à la dénonciation. Ceux qui montrent l'exemple dans cette voie ne sont pas punis. C'est pour cela que l'on tolère et que l'on encourage les gens qui se regroupent pour se défendre eux-mêmes : ainsi la "Comité de protection armée" de Montmorency, "honorables citoyens" armés de fusil de chasse soi-disant contre les voleurs ! (alors qu'on pousse des hauts cris contre les tribunaux populaires, "cette justice parallèle à la vraie justice" !). C'est pour cela, que les assassinats de jeunes et d'algériens sont vite étouffés et toujours impunis. La bourgeoisie espère ainsi voir se former autour de sa politique répressive une opinion publique prête à la suivre et à l'aider quand il faudra frapper plus fort. C'est cela, le début du fascisme.

La Courneuve : 5 mars – Jean-Pierre Huet tué par le patron du bistrot du Narval : Louis Gasq.

Rouans (Loire Atlantique) : 9 mai – un jeune de 15 ans se noie, poursuivi par les flics.

Saint-Etienne : 14 mai – André Matz, 18 ans, tué par la patronne du café du Soleil : Armande Pérard.

Grenoble : 17 mai – un retraité, François Abita, tente de tirer sur des gosses qui jouent sous ses fenêtres.

Sceaux : 21 mai – le boulanger Jean Bon tire sur Jean-Pierre Gueri et le blesse grièvement.

Villejuif : 2 juin – un commis boulanger, Jean-Claude Yver blesse d'un coup de carabine le petit Serge Haddard (10 ans).

Les maires révisionnistes de la région parisienne disent : "ça manque de police dans les grands ensembles"...

"LA SCIENCE" AU SERVICE DU FASCISME

"La biologie aide-t-elle à comprendre la jeunesse révoltée ? C'est en partant de cette hypothèse que "l'Union Internationale d'Hygiène et de Médecine Scolaire et Universitaire" a engagé, sur l'initiative de son fondateur, le professeur Robert Debré (le père de l'autre !), une étude sur les mobiles biologiques des crises de la jeunesse universitaire".

(Le Progrès, 12 juin)

A l'époque hitlérienne, les nazis avaient trouvé des médecins pour "prouver" que les juifs étaient une race inférieure. Plus tard, les médecins colonialistes français avaient "découvert" que les "algériens étaient pathologiquement criminels". Voilà qu'aujourd'hui, des médecins de tous pays s'apprêtent à "démontrer" que si les étudiants se révoltent contre l'ordre bourgeois, c'est parce qu'ils ne font pas assez de sport.

Au moment où sévit une grave campagne contre la jeunesse, la médecine bourgeoise vient une fois de plus au secours de sa classe.

GRENOBLE : PROVOCATION FASCISTE

Le 28 mai, sur le campus de Grenoble, les fascistes saigonnais veulent diffuser un tract appelant à la projection d'un film à la gloire du gouvernement fasciste fantoche de Saïgon. Ils savent par expérience qu'à Grenoble, comme dans les autres villes universitaires, si le FLN, lui, bénéficie de la sympathie et du soutien d'une bonne partie des étudiants, au contraire, le gouvernement fantoche de Saïgon et ceux qui le soutiennent ont à faire face à l'hostilité ouverte. Dans ce cas-là, pour imposer leurs idées, qu'un seul recours, la force. Et c'est ainsi qu'un commando se met sur pied, composé de fascistes saïgonnais et français, qui fonce sur la porte du restaurant, muni d'armes apparentes telles que pelles, marteaux, barres de fer, haches, poignards, sabres, etc. Ils attaquent tout ce qui se trouve en face d'eux, avant même que les gens présents se soient rendu compte de ce qui arrivait. Le coup de surprise passé, la réaction est rapide et brutale. Les étudiants balancent tout ce qu'ils ont sous la main, sur les fascistes. En position de faiblesse, les fascistes tirent sur la foule : 2 blessés graves.

Une mobilisation antifasciste s'organise immédiatement. Certains des fascistes sont retrouvés quelques jours après et jugés par un tribunal populaire.

La bourgeoisie aussi réagit : elle s'inquiète, elle dénonce, elle attaque. Mais qui sont les coupables pour elle ? Les fascistes assassins ? Non, pas du tout, les antifascistes qui s'organisent. De qui se moque-t-on ? Alors qu'au nom de la prétendue neutralité du gouvernement français qui abrite dans sa capitale les négociations sur le Vietnam, toute manifestation de rue en faveur du FLN, de la RDVN est interdite, les fascistes saïgonnais peuvent eux, tuer en toute liberté. Rappelons les 1500 arrestations préventives pour empêcher la manifestation du 15 novembre 1969. Tout patriote vietnamien se risquant à une diffusion publique serait immédiatement expulsé. Une fois de plus, on voit de quel côté se placent ceux qui se disent neutres.

Passez vos commandes à :

LA LIBRAIRIE POPULAIRE
B.P. 84 – Lyon-Préfecture
CCP. 7435-58

Disponible à nouveau :
– La Lettre en 25 points
– Les lois fondamentales de l'économie capitaliste
et un texte inédit de Staline sur la bolchévisation du Parti.

La Librairie Populaire
226 rue Duguesclin
Lyon 3e
sera ouverte du 1er juillet au 1er septembre, tous les samedis de 10 heures à 20 heures.

MARCELLIN SUR LA DEFENSIVE

Depuis la fameuse "nuit chaude" du quartier latin, M. Marcellin, tout le gouvernement et la presse aux ordres s'agitent fort.

L'affaire était pourtant cousue de fil blanc : trois heures de vandalisme dans un quartier latin "quadrillé" en permanence par des flics en blue-jeans et leurs homologues en tenue de combat, prêts à foncer dès que le moindre étudiant fait un pet de travers. Trois heures au cours desquelles pas un de ces messieurs n'a daigné montrer le bout du nez. Des vandales aux cheveux anormalement courts, et d'un gabarit rappelant étrangement celui de certains services de police.

Quelques jours plus tard, autre évènement : les attentats de la Courneuve et de Saint-Etienne : un genre d'action que les révolutionnaires ont coutume de signer quand ils les font, et qui sont cette fois, restés curieusement anonymes.

La coïncidence devient suspecte. Surtout si l'on considère la campagne à laquelle elle donne lieu, depuis le Conseil des ministres qui s'y penche longuement (paraît-il), jusqu'à la presse qui commente en long et en large.

Une semblable campagne, suivant de pareils évènements, avait été déclenchée voici un an, au moment où le pouvoir préparait la loi "anti-casseur" et la dissolution de la "Gauche prolétarienne". Est-ce à dire que l'Etat bourgeois préparait de nouveaux mauvais coups ?

Ecoutons M. Marcellin : que demande-t-il ? Plus de moyens pour mener sa lutte anti-gauchiste" ? En fait, les mesures sont déja prises : "pour une meilleure répression judicaire des activités extrêmistes, j'ai réorganisé la direction centrale de la police judiciaire sous l'autorité de M. Max Fernet, qui en a la responsabilité et qui a fait la preuve de sa capacité dans le ressort de la préfecture de police (notons au passage l'aveu : la fonction principale de la police judiciaire est désormais officiellement la lutte contre-révolutionnaire). Un bureau spécialisé, fonctionnant comme un véritable office central de lutte contre les groupements extrémistes violents, a été créé au ministère de l'intérieur." (M. Marcellin, le 11 juin).

C'est donc d'autre chose qu'il s'agit. Ce que demande aujourd'hui M. Marcellin, c'est que ceux qui lui demandent de maintenir l'ordre ne lui en discutent pas les moyens. En clair, le prestige de la police vient encore d'en prendre un coup après l'affaire Jaubert. Il s'agissait de démontrer sa nécessité, de réaffirmer l'égalité "révolutionnaires = casseurs". Il fallait ressaisir l'opinion, éviter un trop grave revers à la campagne idéologique permanente de préparation du fascisme. Les récentes provocations ont rempli cette fonction.

La presse s'est chargée d'emboucher la trompette ; M. Thierry Maulnier, d'une part, qui vante dans le Figaro, les mérites de la police, si nécessaire selon lui pour réprimer révolutionnaires et "voyous" mis dans le même sac. Mais aussi l'Humanité, plus subtile, qui tente de faire croire à la classe ouvrière que les vandales du quartier latin étaient bien les mêmes que ces "gauchistes" contre lesquelles elle se déchaîne à longueur de colonne.

La haine et la peur de la jeunesse entretenues par la propagande officielle a déjà conduit des commerçants à tirer sur des jeunes sans hésitation. La campagne hystérique anti-algérienne vise à entretenir le racisme jusque dans les rangs de la classe ouvrière. Dans la course engagée entre le fascisme et la révolution prolétarienne, la bourgeoisie et son Etat ne négligent pas la préparation idéologique, avec la complicité des révisionnistes.

Que chacun de nos lecteurs y réponde en dénonçant autour de lui cette campagne.

Défendons et soutenons les militants poursuivis

Le militant ML, Christian ICETA est inculpé de "reconstitution ou maintien de ligue dissoute", en l'occurence du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Il a été arrêté à la suite d'une action de propagande sur la Commune.

La Bourgeoisie ne tient pas à ce que soit rappelé de quelle façon sanglante elle a établie sa domination, ni à quel degré de férocité et d'abjection, elle peut arriver quand ses intérêts sont menacés. La Bourgeoisie ne tient pas non plus à ce que soit popularisé l'histoire des glorieux communards, l'héroisme avec lequel ils se soulevèrent, les armes à la main, pour la renverser et établir un monde nouveau !

Aussi, sentant que ça "branle", et voyant que son précieux allié le révisionnisme commence à être battu en brèche, la bourgeoisie est prête à tout pour retarder sa chute. Elle envisage, si c'est nécessaire, le fascisme. Elle s'y prépare : c'est le processus de fascisation de l'Etat (exemple: loi anti-casseurs, Cour de sûreté de l'Etat...)

En cela, elle a l'appui des révisionnistes du P"C"F qui font chorus en dénonçant comme ennemi principal, le mouvement révolutionnaire.

Ici, c'est le maire révisionniste qui est en fait à l'origine de cette affaire : c'est lui qui a "imploré de façon constante les services de police de renforcer d'urgence les mesures de surveillance", et c'est lui qui a porté plainte pour "détérioration".

Nous saurons nous en souvenir, quand nous règlerons les comptes avec nos exploiteurs, nous ne vous oublierons pas messieurs les révisionnistes.!

La défense de Christian ICETA doit s'organiser.

Dénonçons la Sainte-Alliance bourgeois, flics, juges et révisos.

Luttons pour renverser la dictature de l'appareil d'Etat Bourgeois !

ACQUITTEMENT POUR ELIANE MEILLIER !

Le 23 juin, la camarade Eliane Meillier passe en correctionnelle à Reims. Elle est inculpée en vertu de la loi fasciste dite "anti-casseurs", pour avoir participé a une manifestation de soutien à des militants de L'UCF arrêtés (ils avaient installé un terrain de jeux pour enfants dans un terrain vague !).

Exigeons son acquittement !

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

REPARAIT

Lorsque nous avons décidé la parution de FRONT ROUGE, nous savions que les marxistes-léninistes de France avaient besoin d'une presse de combat largement diffusable. Nous le pensons toujours. Des milliers d'ouvriers et de jeunes veulent faire la Révolution. Très peu connaissent personnellement des marxistes-léninistes. Il faut une arme pour leur faire connaître le marxisme-léninisme, qui leur permette de prendre contact avec ceux qui luttent déjà pour son application en France.

A l'époque, nos idées n'étaient pas aussi claires. Nous avons adressé notre journal à la jeunesse révolutionnaire, à toutes ses couches (étudiants, lycéens, C.E.T., jeunes ouvriers, etc...). Dans les faits, il s'est surtout adressé aux jeunes intellectuels, accordant la plus grande part aux lycéens. Ce faisant, nous nous laissions porter par le courant, nous allions "là où ça bouge", nous perdions de vue que c'est la classe ouvrière qui fera la révolution dans notre pays, que la tâche principale des révolutionnaires est aujourd'hui de faire pénétrer le marxisme-léninisme dans ses rangs : nous tombions dans l'opportunisme.

Dans le même temps, nous rendions un mauvais service aux jeunes intellectuels en ne leur montrant pas qu'aujourd'hui, préparer la révolution, c'est avant tout contribuer à cette tâche.

Cependant, nous nous sommes intéressés aux luttes de la classe ouvrière, de Ferodo, de Batignolles. Mais quand nous l'avons fait, nous nous sommes contentés de les raconter, sans vraiment les étudier, en tirer les conclusions à la lumière du marxisme-léninisme. Les ouvriers savent ce que c'est d'être exploités, et de lutter contre l'exploitation. Ce qu'ils veulent apprendre, c'est le pourquoi : pourquoi le chômage, les cadences, la vie chère, pourquoi les C.R.S. aux portes des usines, pourquoi les reculades de leurs délégués syndicaux. En ne donnant pas ces explications, nous les laissions désarmés devant le révisionnisme du P.C.F., et c'était encore de l'opportunisme.

En adressant notre journal à la jeunesse intellectuelle, en n'en faisant pas un journal d'explication politique, nous sommes tombés après tant d'autres, dans une forme de l'opportunisme très vivace aujourd'hui dans notre pays : le spontanéisme. Pour l'éditorial de notre numéro 4, nous avons essayé de réagir contre ces tendances. Mais, d'une part, il était difficile à lire et incompréhensible ; d'autre part, il était en contradiction avec tout le reste du journal, consacré principalement à raconter le mouvement lycéen.

Cela ne pouvait plus durer : nous avons suspendu la parution de FRONT ROUGE, nous avons pris le temps d'en discuter avec nos camarades, et nous sommes arrivés à ces premières conclusions. La discussion doit être poursuivie. Au cours de l'été, les marxistes-léninistes examineront de quelle presse ils ont besoin. Ils feront le bilan de FRONT ROUGE et ses diffuseurs interrogeront les lecteurs du journal. A la rentrée, nous pourrons donc avoir un journal mieux adapté à nos tâches.

Mais dès maintenant, de nombreux camarades nous ont fait savoir qu'ils avaient besoin du journal, que les M.L. devaient pouvoir diffuser largement leur point de vue sur les derniers développements de la lutte des classes. Pour cette raison, il reparaît avant que la discussion à son sujet ne soit terminée, mais en tenant compte des premières conclusions auxquelles ont ont abouti.

Nous demandons au lycéen de Nantes qui nous a écrit le 24 avril, de bien vouloir nous écrire.

DENONÇONS LA VERMINE FASCISTE ET ECRASONS-LA !

Nous possèdons déjà un certain nombre d'éléments sûrs à propos de la multiplication des agressions exercées contre les travailleurs immigrés. Cette liste ne saurait prétendre être complète. C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui sont en possession d'informations plus complètes :
- à nous faire connaître ces agressions
- à nous faire parvenir tous les renseignements précis sur les crimes et leurs responsables.

Date et lieu	Nature du délit – victimes	Auteurs	Armes	Bilan
Région parisienne – Montreuil	agression : 1 travailleur arabe	groupe d'inconnus	poignard	blessé
22 avril : Ivry	poursuite pour vol d'un yaourt : Hadj Behar Rehalla	flics	armes à feu et pelles	blessé
23 avril : Paris	attaque : café algérien			2 blessés graves
9 mai : Paris 15e	attaques : 4 cafés algériens			
20 mai : Paris	meurtre : Salah Hadj			tué
23 mai : Paris 19e	2 meurtres : 2 immigrés arabes			2 tués
5 juin : Nanterre	agression : Rochdi Terki, vice-consul d'Algérie et Said Saidini	2 inconnus en voiture		
8 juin : Vitry	attaque : café algérien rue C.-Fourier	3 individus en voiture		bris de glace
8 juin : Paris 17e	attaque : café Royal-Clichy	une dizaine d'individus	barres de fer	bris de matériel
9 juin : Gennevilliers	attaque : café algérien rue E.-Arbois	2 individus en voiture		vitrine brisée
Région Lyonnaise				
3 avril : Lyon	agression : Lachekad Cekkid	groupe d'inconnus	chaînes	blessés
17 avril : Lyon pl. G.-Péri	ratonnades : algériens	flics en uniforme	matraques	arrestations disparitions
2 mai : Lyon pl. du Bachut	ratonnades : algériens	flics en uniforme	matraques	
9 mai : Lyon	agression : Mlle Salima			blessée
10 mai : Vaise	agression, vol : 1 algérien, ouvrier à la Cifte	3 flics en uniforme en R16	matraques, coups de pied et de poing	2 h 30 de coma et vol de la paie (400 F)
11 mai : Lyon marché aux Puces	attaque : café algérien	individus en DS rouge	mitraillette MAT	3 blessés par balles
12 mai : Lyon rue Duquesne	agression : Marmed Mohamed (5 enf)		arme à feu	tué
21 mai : Lyon	agression : Isadaoui Said	plusieurs pers.		
21 mai : Bourg-en-Bresse	agression : 3 algériens	quelques individus	coups, chaînes	blessé
26 mai : Lyon montée de la Gd-Cote	agression : Abdallah Moshad		armes à feu	blessé
26 mai : Vaulx-en-Velin	agression : une ouvrière algérienne		matraques	tuée
26 mai : Irigny (voie ferrée)	agression : un algérien		matraques	tué
Lyon-Perrache	kidnappings : algériens	individus en DS rouge		passage à tabac
Vaise	distribution d'un tract intitulé "liquidation de la vermine des foyers"	groupe d'individus		
Vaulx-en-Velin	attaque d'un foyer			un ouvrier blessé, des voitures cassées
Oullins	attaque d'un foyer	commando		casse, vol
Oullins	attaque d'un foyer	commando en voiture	armes à feu	
Villeurbanne (Oli. de Serres)	agression : 3 algériens	individus en R16	armes à feu	blessés
Lyon la Doua	attaque dans un restaurant universitaire : algériens		armes à feu	1 blessé
Lyon la Mulatière	agression : un algérien		armes à feu	
Pierre-Bénite	agression : un algérien	4 individus en DS	couteaux	blessé
Région méditerranéenne				
Cannes	agression : 1 algérien	2 inconnus		blessé
Marseille	1 agression			
St-André-de-Nice	agression : 2 travailleurs		chevrotine	2 blessés dont 1 grave
Nice	agression : 2 algériens		batons, chaînes	blessés
30 avril : Nice rue Pasteur	agression : Hamadou Rabah	20 personnes		blessé
2 mai : Nice	agression : Khadiba Rachid		arme à feu	blessé
3 mai : Nice	agression : Bouzide Maiouf			blessé au visage
3 mai : Nice	agression : Barek Mohamed	10 personnes		gravement blessé
8 mai : Nice	agression : 2 immigrés arabes	20 personnes	gourdins, maniv.	blessés
Sud-Ouest				
15 mai : Deyme	expulsion : 1 algérienne (9 enfants)			expulsée
17 mai : Toulouse	agression : travailleurs algériens	groupe paras	ceinturons	3 blessés dont 1 grièvement
17 mai : Perpignan	2 attentats : Air-Algérie			
17 mai : Perpignan	agression : algériens	commando de 150 bérêts rouges		4 blessés graves
Nord				
Charleville	2 agressions			
Lille	7 agressions			
6 mai : Lille	agression : Ben Moufok	flics	gifles	
6 mai : Lille	agression : Saadoune Mouloud	patron de café	carabine	tué
13 mai : Lille	meurtre : Hamouda			tué

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette, Lyon – Dépôt légal n° 244 – 2e trimestre 1971 – Directeur de la publication : Paul Gay – Distribué par NMPP